LE MONDE LIBERTAIRE

# LE MONDE LIBERTAIRE

2€ ISSN 0026-9433

N° 1547
du 12 au 18 mars 2009

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

« Tous les orateurs de talent sont enclins à considérer leurs auditeurs comme des mineurs. »

Jakob Wassermann

# LES RICHES SE GOINFRENT, LES PAUVRES DÉGUSTENT

M 02137 - 1547 - F: 2,00 €

# Sommaire


**Les Antilles,** c'est pas fini... par S. Chemin, *page 5*

Abominables **brèves,** *page 6*

**La crise** de P. Sommermeyer, *page 7*

La crise, **encore,** par J. Langlois, *page 9*

Histoires de **soumissions,** par M. Rajsfus, *page 12*

Au **Québec** comme ici, par l'UCLM, *page 15*

**Féminitude** mondialisée, par C. Granier, *page 17*

**Polar** en charentaises, par Paco, *page 19*

De la maille, **du flouze,** du gras... *page 20*

**OTANasie** strasbourgeoise, *page 21*

La **Radio** sans maître, *page 22*

**L'Agenda** sans dieu, *page 23*

## Bulletin d'abonnement

| Tarifs (Hors-série inclus) | France et DOM-TOM | Étranger |
|---|---|---|
| 3 mois, 13 n^os^ | ◯ 20 € | ◯ 27 € |
| 6 mois, 25 n^os^ | ◯ 38 € | ◯ 46 € |
| 1 an, 45 n^os^ | ◯ 61 € | ◯ 77 € |

**Abonnement de soutien**
**1 an, 45 n^os^** ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____



Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1^er^ trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

# Éditorial

**Sexe, mensonges et vidéo, voilà bien les nouveaux moteurs de la politique. Mises en scène de la vie privée, déballages de frasques, obsession de la plastique, la presse aux aguets traque – avec le plus souvent la complicité des intéressés – le moindre bouton de fièvre sur la gueule de nos vedettes politicardes. Ceux-ci, lors de leurs shows médiatiques nous assènent, éhontés, des mensonges aussi gros que leur démagogie.**

**Leurs mentors, les maîtres de l'économie, utilisent ces zouaves pathétiques pour mieux nous exploiter et nous asservir. Après avoir pressuré les États pour compenser les pactoles que la main invisible du marché, censée réguler par magie les flux de capitaux, a détournés vers les poches des plus malins d'entre eux. Nos experts, ceux-là mêmes qui depuis des décennies ont pris la tête du troupeau pour l'entraîner inexorablement vers le gouffre actuel (se servant généreusement au passage), espèrent nous faire croire qu'en rajoutant une pincée d'éthique et trois brins de contrôle nous pourrons entamer une nouvelle ère de prospérité. Ils nous promettent le meilleur des monde.**

**La réalité est toute autre : Leur capital, surévalué exponentiellement par leurs spéculations, redescend vers des valeurs plus en adéquation avec ce qu'il représente. Pour limiter la casse et éviter que leurs revenus et leurs bénéfices ne suivent la courbe plongeante du cours de leurs actions en Bourse, ces salops ne trouvent pas de meilleurs solutions que les licenciements en masse et le chômage technique. Il est loin le « travailler plus pour gagner plus ». Le nouveau slogan à la mode serais plutôt : « vous avez trop travaillé et trop produit, allez voir ailleurs si j'y suis ». La valeur des entreprises du CAC 40 a perdu plus de 40 % en un an. Les dividendes, eux, n'ont baissé que de 20 % et les bénéfices que de 2 % ! Où est l'éthique des marchés ? Les plus pauvres payent pour les conneries des plus riches, tout en leur laissant les rênes de l'économie. Ce meilleur des mondes est sens dessus dessous. Les entrepôts sont pleins et les producteurs n'ont pas les moyens de se payer leurs propres productions. Nul doute, si nous gérions nous-mêmes, directement, les ressources à disposition sur notre planète, en récupérant les outils de travail que ces salops ont accaparés, nous pourrions enfin répartir équitablement nos richesses en instaurant la liberté pour tous et l'égalité économique. On ne bâtit rien de bon sur des fondations pourries, alors extirpons-les et commençons à bâtir, ensemble, notre cité idéale.**

# Un jour de grève

**Un jour de grève en septembre ? Tous ensemble tous ensemble !**
**Un jour de grève en novembre ? Encore maintenant on en tremble !**
**Un jour de grève en janvier ? Il a gelé !**
**Un jour de grève en mars ? Nulle trace !**
**Un jour de grève en mai ? Faisait frisquet, bon, bise,**
**on se revoit à la rentrée !**

**Et on recommence depuis le début ci-dessus et ainsi de suite la chansonnette, tradéridéra.**

## Robert Pourlé

À PART LÉGITIMER LES CULS posés dans les fauteuils des négociations et la grosseur des chèques aux divers participants, en haut de la pyramide républicaine, et pour nous en bas, la piétaille de base, nous permettre d'offrir 4, 5 ou 6 jours de salaire à nos ministères et à nos patrons, à quoi sert la chanson qu'on nous fait chanter depuis six ans, depuis les grèves ratées de 2003 ?

Aujourd'hui comme hier, il n'y a rien à négocier, juste savoir s'ils ont besoin de 10 ou 12 heures pour démissionner, ficher leur camp ! Avant que ça saigne !

Entendons-nous bien, C'est le seul objectif qui soit digne d'une lutte efficace, radicale, raisonnable ! Grève générale, comme en 36 et comme en 68.

Résumons vite fait pour ceux qu'auraient pas compris : ils détruisent tout, ils pillent, ils tronçonnent, ils cassent, ils délocalisent, ils polluent, ils accaparent, ils vendent, ils vident, ils salissent, ils se partagent le butin, ils dilapident, ils volent, ils chassent, rançonnent et exploitent les immigrés, les vieux, les jeunes, les pauvres, les malades, les salariés, les retraités, les artisans les étudiants les hospitaliers et les éducateurs, les chercheurs, les enfants, les femmes enceintes etc.

Et la seule réponse serait : des aides pour supporter la crise ? une augmentation de salaire ?

Mais c'est eux, la crise ! Ils trébuchent, font cahoter le système avec leurs multina-

tionales, leurs banques et leurs Bourses qu'ils ont rendues incontrôlables, exprès pour s'en mettre plein les fouilles, et c'est encore le peuple qui trinquerait ?

Des aides pour la relance, pour l'emploi ? Mort de rire ! La « relance » de l'économie, c'est comme « l'exclusion », qui c'est qui parle ? Ces mots sortent de quelle bouche ? Si c'est pour nous parler de la compétitivité des entreprises frannnnçaiiises et de l 'économie de marché mondiaaaalisée et nous faire pleurer… de rire, c'est inutile, les emplois, les vrais, sont en chute libre depuis 30 ans et les perfusions et les cache-misère des stages, RMI et TUC, CES et autres radiations-éliminations des chiffres déjà bien déguisés n'y changeront rien : les richesses produites continuent de croître et la main d'œuvre est de moins en moins nécessaire… avec leur système, leurs règles et leur mafia !

Alors, ceux qui bavent encore en utilisant le vocabulaire patronal ont déjà perdu l'occasion de se taire, et ne sont que de vils collabos. Nous refusons la guerre sociale planétaire, consommateurs de tous les pays, crosses et cabas en l'air !

Et nos pieds dans leurs derrières, qu'ils y aillent, au chagrin pour concurrencer les esclaves de l'Est ou du Sud ! Ni patrie ni frontière, non seulement on n'est pas né pour retourner au Moyen Âge et « faire mieux » que les sans-papiers sur les chantiers ou dans les caves de par chez nous, « faire plus » que les Chinois à 15 heures par jour enchaînés dans l'usine 7 jours sur 7, mais en plus nous leur crions, à nos frères exploités chinois, africains, sud-américains et européens le même message :

Stop ! Basta, *que se vayan todos*, comme disaient les Argentins il y a dix ans, qu'ils s'en aillent tous, grève générale, boycott, désertion et sabotage, et solidarité internationale contre les multinationales, les paradis fiscaux, les actionnaires et autres fonds de pension !

En prison, avec une pioche pour les démolir, les geôles infectes, et en cadence, on vous donne la musique pour un vrai boulot d'intérêt général, de service public !

Boulot ? Travail ? Augmentation de salaires ? Mais ces hausses, ils les récupéreront en quelques mois avec les taxes, l'inflation, les prélèvements et autres cotisations genre compléments-retraites rendus obligatoires ; et les salaires pour qui, puisqu'il y a de moins en moins de travail ! ?

Du travail ? Mais il y en a plein, des travaux qui urgent ! Dans les secteurs : social, culturel, agricole et paysan, artisanal et local, santé, éducation… y'en a des tombereaux, d'emplois possibles, nécessaires et vitaux !

Sauf que ces fumiers qui nous gouvernent n'en ont rien à foutre, des besoins d'un côté et des salaires de l'autre, d'un côté leur faut de la productivité-rentabilité et des gogos-clients solvables, et de l'autre côté à l'autre bout de la chaîne ils créent des esclaves et des précaires dociles ! Leur rêve, notre cauchemar : des usines, hyperspécialisées concentrées, une ou deux de chaque sorte sur la planète pour chaque type de produit, des milliards de consommateurs décérébrés totalement dépendants, gavés de chimie et de technologie, et un ou deux milliards d'humains malchanceux offrant leurs bras pour des travaux pénibles…

Alors ? Balançons-les, organisons-nous nous-mêmes, gérons nos propres services, nos propres productions, éliminons les emplois débiles, nocifs, séparons les revenus et les boulots !

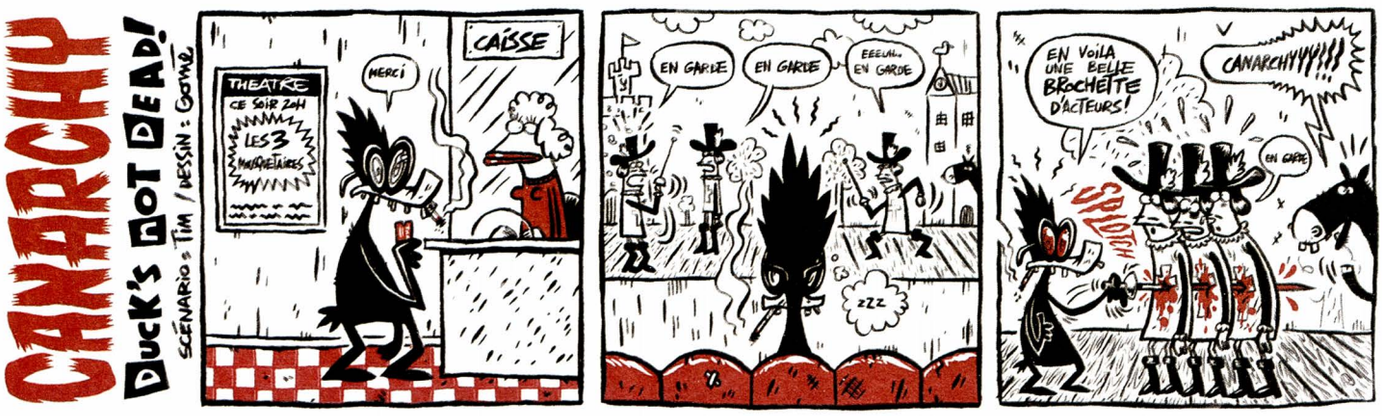
Un revenu pour tous, une égale répartition des efforts et des richesses selon les besoins et les capacités ! Selon l'âge, les talents, la formation, la culture, de manière souple, libre, évolutive et variable et à petite échelle puis de manière communale et fédérative ! Reconstruisons de vraies solidarités vers les démunis, les malades, les « blessés », les enfants et les personnes âgées !

Grève générale et expropriatrice, révolte et émancipation : sauvons-nous nous-mêmes puisque nous n'avons rien à attendre des gouvernements quels qu'ils soient, des précédents comme des suivants !

« Suffit d'attendre les prochaines élections ! », « S'agiter dans la rue fait monter les extrêmes » : voilà deux styles de débilités entendues depuis des années : et en effet dans le premier cas, suffit de se rappeler la succession de joies apportées par De Gaulle, Pompidou, Giscard, les quatorze ans de Mitterrand, hier Chirac et aujourd'hui Sarkozy, et suffit de bien capter les roucoulades de Ségolène Royal et s'informer des gâteries de Martine Impériale à Lille, il n'y a là que des promesses de bonheur ! Tout de suite l'avenir s'éclaire ! Alors il y a les petits partis, youpi, regardez le modèle américain, savez-vous que derrière Obama et son concurrent se trouvaient une dizaine de petits candidats ? Youpla, sur un terrain de foot ne demandez pas autre chose que du foot, dans un spectacle de guignol orchestré par les milieux financiers, de l'armement, des sponsors et des médias, ne demandez pas autre chose que du spectacle, merci, à la prochaine.

Dans la deuxième catégorie de sciences politiques, « gare aux extrêmes », on peut remarquer que le fait même de cadenasser les mouvements sociaux les a logiquement transformés en frétillements de la queue, légers et temporaires. Résultat : des Waterloo politiques s'enchaînent et s'aggravent gaiement. C'est l'extrême libéralisme et l'extrême crasse autoritaire qui progressent à chaque coup. En effet, par le simple fait que les deux mamelles censées servir d'expression démocratique aux sentiments et volontés du peuple sont taries : la mamelle politique d'une part, qui voit s'affronter des gestionnaires capitalistes, pour parler par exemple de la relance, et la mamelle syndicale ensuite qui voit s'affronter des entreprises de cogestion pour parler de négociation. Pleutres d'aujourd'hui, cocus de demain, pleurnicheurs et dépressifs d'après-demain, la gueule de bois est votre seule certitude ! Au fait, vous goûtez au nectar chaque fois, mais vous avez quel âge, là en 2009 ?

Allez ! Rien n'a jamais changé dans ce cadre de bouffons institué par la bonne bourgeoisie des fin de XVIIIe et première moitié de XIXe, sans des millions de braves dans les rues, piques à la main, des millions de grévistes en train d'occuper les usines, les ateliers et les places et sans des milliers de bons gars et de bonnes garces sur les murs des bâtiments publics au nez des baïonnettes. Bien, bon, alors, on s'y met ? On s'organise hein, d'abord, un peu, on peaufine, on aiguise… Rage et courage, vivement l'orage… **R. P.**



# Petites îles grandes luttes

**À L'ISSUE D'UNE GRÈVE** générale qui a duré 44 jours, le LKP (Collectif regroupant 49 partis, syndicats, associations...) a appelé à la suspension du mouvement en Guadeloupe. En effet le gouvernement étant sorti tout d'abord de sa léthargie puis dans un second temps des gesticulations pures et simples s'est enfin résigné à céder sur un certain nombre des revendications essentielles des travailleurs guadeloupéens, revendications portées par la voix du LKP.

Remarquons en premier lieu que le patronat local a tergiversé longuement sur la question de l'augmentation de 200 euros pour tous les salaires inférieurs à 1,4 SMIC. Preuve en est que le roitelet local du Medef Willy Angèle continuant d'y faire obstruction, l'État et les collectivités territoriales ont mis la main à la poche à la hauteur de 150 euros à titre « transitoire » puisqu'à l'expiration d'un délai de 3 ans les entreprises locales sont sensées prendre complètement le relais. Tout indique cependant qu'à l'avenir – protocole d'accord signé ou pas – une majorité du patronat guadeloupéen continuera de fuir ses responsabilités par tous les moyens, exactement comme il le fait aujourd'hui.

Observons que les revendications portaient sur 146 points précis et qu'aucun d'entre eux n'a été occulté puisque c'était la condition *sine qua non* émise par le LKP pour parapher le dit protocole. Un premier contentieux a été apuré mais le LKP reste l'arme au pied pendant que les discussions se poursuivent pour faire avancer trois « chantiers » prioritaires: l'exigence d'une diminution significative du prix des produits de base et du carburant; la mise en place d'un formation professionnelle digne de ce nom; une réelle politique d'insertion par l'emploi.

Une simple photographie de la situation socio-économique de la Guadeloupe (mais un constat sensiblement identique prévaut pour les autres DOM) indique que: le chômage frappe plus de 30 % de la population active; la précarité sinon la misère assaille plus de 60000 foyers; l'exclusion (liée à la discrimination à l'embauche) fait que les moins de 25 ans (40 % de la population) ne peuvent se projeter dans l'avenir; l'échec scolaire jette près de 1000 jeunes chaque année dans les rues sans qualification; un véritable hold-up économique est perpétré en continu par les importateurs distributeurs et autres affairistes avec le soutien politique et l'aide financière de l'État; une minorité de profiteurs parmi lesquels les Békés adossés à des culture de rente (banane, canne à sucre) et les groupes financiers qui investissent dans l'industrie touristique sont de véritables délinquants en regard des dégâts qu'ils causent à l'environnement en toute impunité.

Très clairement les DOM sont maintenus volontairement dans un état de dépendance à la Métropole, situation qui résulte d'une politique largement imprégnée par le fait colonial. Aussi il est parfaitement légitime que le LKP pour la Guadeloupe ou bien le Collectif du 5 février pour la Martinique veuillent une transformation radicale des rapports sociaux, le respect des libertés fondamentales et le droit de travailler et de vivre dignement au pays.

Les DOM figurent parmi le pays les plus pauvres de... l'Union européenne alors que le coût de la vie y est particulièrement élevé. D'ailleurs la reconnaissance explicite de la cherté de la vie est magistralement illustrée par l'octroi d'une prime qui augmente de 40 % le salaire de tous les fonctionnaires mutés dans ces contrées ultramarines.

Par ailleurs le principal des terres cultivables étant accaparé pour les cultures de rente ou bien par l'industrie touristique « carte postale », les productions vivrières sont maigres alors que l'autosuffisance alimentaire pourrait quasiment être atteinte.

Finalement à observer les choses objectivement, l'étonnant n'est pas que les DOM se soient dressés comme un seul homme pour faire valoir leurs droits bafoués depuis toujours mais qu'ils ne l'aient pas fait plus tôt. Mais aujourd'hui – osons l'expression – en se heurtant de front au capital et à ses larbins, les travailleurs des DOM se sont dotés d'un capital de confiance collective qui les servira grandement pour la suite car suite il y aura inévitablement. Une leçon plus générale est à tirer du combat que mènent nos frères îliens. À savoir que la grève reconductible interprofessionnelle est non seulement possible mais obligatoire pour faire plier un patronat de combat et le gouvernement à ses ordres. Certes, les révolutionnaires réels ou autoproclamés diront que ça n'est pas la découverte du siècle mais c'est oublier que l'évidence pour une hyper minorité ne l'est pas nécessairement pour le plus grand nombre tant le travail de sape de l'idéologie dominante mais également la soumission plus ou moins acceptée aux bureaucraties syndicales sont largement cause de la perte de confiance en soi du prolétariat. Pour l'heure parions ceci: pendant que des centaines de milliers de travailleurs battront le pavé en métropole le 19 mars (en attendant une nouvelle journée de mobilisation de « grande ampleur ») nos camarades des DOM donneront de véritables sueurs froides à leurs exploiteurs et à leurs complices jusqu'à leur faire desserrer les cordons de la bourse. Ils se ficheront comme d'une guigne des couinements de rat poussés par les gras voleurs qui prétendent que le fromage leur appartient et ne veulent en distribuer que de maigres copeaux.

Quelle est la morale de cette histoire? La négo scie l'action mais l'action scie la pwofitasyon!

**Sami Chemin**

## Photographe terroriste ?

La cour d'appel de Douai doit juger une militante de Calais qui a pris l'habitude de photographier les interpellations de sans - papiers depuis cinq ans… et déjà condamnée dans ce cadre. Elle vit un véritable bras de fer avec la police qui l'a menée en février 2007 pour la quatrième fois au tribunal, avec d'autres soutiens aux sans-papiers aux abords de Sangatte, où une femme a été placée en garde à vue, fin février 2009, parce qu'elle rechargeait les portables des migrants chez elle.

## Ce n'est pas nous !

Michèle Alliot-Marie et Rachida Dati ne sont pas seulement citées dans les courriers anonymes reçus ces derniers jours par plusieurs élus UMP et accompagnés de menaces de mort : la ministre de l'Intérieur et la garde des Sceaux ont elles-mêmes été les destinataires de lettres identiques contenant, chacune, une balle de 9 mm.

## Tuberculose dans les prisons

Les syndicats et professionnels dénoncent le déficit de prévention et les dangers sanitaires de la surpopulation carcérale où les maladies pulmonaires et cutanées, entre autres, sont devenues récurrentes en prison.

## Après la trêve hivernale

Manif le dimanche 15 mars à 14h30 à Paris, de la place de la République à Châtelet, pour marquer la fin de la trêve hivernale et le retour des expulsions. Cela risque cette année d'être dramatique pour un nombre croissant de familles et de personnes.

## 1,8 tonne de plutonium en transit !

Areva confirme préparer le transport vers le Japon de combustible nucléaire MOX stocké sur son site de retraitement de la Hague (Manche), un convoi d'importance record selon Greenpeace qui prévoit un départ du port normand au milieu de la semaine prochaine. Greenpeace qualifie le convoi de « plus importante cargaison de matière fissible jamais transportée ». L'association affirme : « 1,8 tonne de plutonium pur (quantité permettant de fabriquer 225 bombes nucléaires) » va ainsi transiter par mer vers le Japon.

## Bondieuseries et pognon

Après la finance libérale des protestants (HSP) pour qui la réussite financière est une reconnaissance divine, la finance durable des cathos, la finance avec intérêts des juifs, voici la finance islamique dont certains secteurs d'activités sont interdits par le Coran : l'alcool, l'armement, l'économie porcine… mais pas l'impôt (jizya) payé par le « dhimmi ». Christine Lagarde s'est félicitée du lancement d'un diplôme de finance islamique, dans un établissement religieux en partie financé par l'État, dans le département concordataire de Strasbourg.

## Bling-bling !

La vente de la collection d'art Yves Saint Laurent-Pierre Bergé a rapporté au total 373,5 millions d'euros. Pierre Bergé consacrera cette somme au mécénat et à la lutte contre le sida. Que monsieur est bon, et qui va contrôler l'usage de tout ce « bon argent » ? (Voir l'interview du *Monde libertaire* sur le président de l'association Survivre au sida qui a été traîné en justice pour avoir évoqué les largesses en nature du Sidaction accordées aux animateurs de l'association du temps de la présidence du même Pierre Bergé.)

## Pas de fachos dans nos quartiers !

Manif antifasciste à Tours pour dénoncer la mise à sac de la partie collective au rez-de-chaussée du squat Le Pied de Biche (meubles défoncés, tableaux graphités, tentative d'arrachement du compteur d'électricité, vol de la caisse de soutien…).

## Fachos. . (suite)

Depuis quelques mois, les actions à caractères fascistes se multiplient en France et ailleurs. En région Centre : attaques multiples du Planning familial au Sanitas, stèle d'enfant juif profanée à Mirabeau, ratonnades répétées sur les lieux de drague gay…

## Fachos. . (encore)

À Paris, en soutien à la bande de Gaza, on a vu l'apparition de bandes organisées d'extrême droite et d'antisémites islamistes (protégés par les forces de l'ordre…).

## Fachos. . (toujours)

À Reims, descente d'une dizaine de personnes encagoulées, armées de battes de base-ball, de poings américains, de lacrymos, lors d'un concert antiraciste, avec blessés graves.

## Fachos. . (ça continue)

À Marseille, descentes de bones heads et des Jeunesses identitaires sur un quartier fréquenté par des militants de tout bord. Cercles de silence de soutien aux sans-papiers attaqués à Toulon, Lille, Strasbourg, Rennes et Nantes.

## Fachos. . (et encore)

En Grèce, les fascistes descendent dans la rue à côté des flics pour affronter les militants antiautoritaires, syndicaux, étudiants, salariés; enfin, en Russie, ce sont des militants antifascistes qui sont assassinés.

## Fachos. . (ça s'arrête pas)

Depuis maintenant un certain temps, les partis politiques de droite se font l'écho des revendications de l'extrême droite institutionnelle en passage à vide électoral. Il est donc logique que les groupuscules radicaux, antiparlementaristes, s'attaquent frontalement aux luttes sociales et de résistance. Nous ne nous laisserons pas faire et nous appelons à la vigilance et à la riposte ! Aux dernières nouvelles, après une manif antifa à Tours et une altercation devant la fac avec des militants de l'UNI, un camarade de la Fédération anarchiste a a été interpellé et mis en garde à vue. À suivre…

# La crise

## continue toute seule

Pierre Sommermeyer

**Nous sommes** abonnés à un feuilleton fantastique. Fabriqué par des réalisateurs innombrables, par des scénaristes connus ou inconnus, il nous tient en haleine quotidiennement. Les épisodes se suivent, plus incroyables les uns que les autres. Ceux qui jouent les premiers rôles ne savent pas combien de temps ils resteront vedettes. Les aventures de la famille Ewing autour de qui tournait l'histoire du feuilleton télé *Dallas* semblent aujourd'hui d'une gentillesse incroyable. Leur univers qui semblait impitoyable a envahi notre monde en pire. Pour le moment, il semble que « la crise » nous évite, au moins médiatiquement. Allons faire un tour là d'où elle est partie.

### Ma cabane en Amérique.

Dans un article paru dans *le Monde* du 22 février 2009, une spécialiste des problèmes urbains chiffrait à 10000 familles par jour le nombre d'expulsions exécutées aux États-Unis. Elle estimait le nombre à venir à environ 10 à 12 millions de ménages qui subiront le même sort dans les quatre ans à venir. Quelques jours après, les chiffres des pertes d'AIG, assureur de 30 millions de personnes, sont publiés: 61 milliards de dollars.

### Ma cabane à Dubaï

Le parking de l'aéroport est plein. Selon les gazettes, les propriétaires des 3000 voitures qui y sont garées ont fui. Dans cet émirat, la police met en prison ceux qui ne peuvent pas payer leurs dettes. Donc il vaut mieux prendre le premier vol pour ailleurs.

Faute de pétrole, l'émir du coin a investi dans la pierre de luxe, de grand luxe. Malheureusement, la chute des cours entraîne la chute de la pierre, même de luxe. Les

constructeurs n'ont plus d'argent, les investisseurs non plus.

## Ma cabane en Espagne

Avoir un logement sur la côte espagnole, juste un petit studio, a été un rêve pour tellement d'Européens. De 2006 à 2008, 800000 logements sont sortis de terre chaque année. En 2008, il n'y en a eu que 150000. Conséquence, le nombre de chômeurs a éclaté. Selon certains économistes, le chômage devrait toucher en 2009 4 millions de personnes, soit 19 % de la population active. Le salaire minimum vient d'être « relevé » à 624 euros, le salaire moyen étant autour de 1200 euros. Le miracle espagnol est terminé.

## Ma cabane en France

Dans notre doux pays, il n'y a pas de problème immobilier. Bien sûr, quelques agences ferment, mais c'est parce qu'elles n'étaient pas saines. Les prix descendent, un peu, mais rien de grave, nous annonce la météo immobilière. Il faut tendre l'oreille pour entendre que le nombre de transactions a chuté de 50 % ces derniers mois. Les acheteurs potentiels attendent la baisse, les vendeurs refusent de vendre. Il faut dire qu'entre 1997 et 2008 les prix de l'immobilier ont augmenté d'environ 140 %. Alors y aura-t-il une chute? Certains vont disant qu'il faudrait que les prix de la pierre se mettent en adéquation avec les revenus des ménages. Bon, pourquoi pas? Si ce n'est le chômage qui se profile à l'horizon. Heureusement, la ministre de l'Économie, cette bonne M^me^ Lagarde, vient et revient nous dire que chez nous tout va pour le mieux, que les chômeurs sont moins au chômedu que ceux des autres pays, que nous avons tout prévu, que Zébulon I^er^ se démène pour que ces vacances forcées soient les plus agréables possible et les plus courtes aussi. Ce ne serait en fin de compte qu'une avance sur congés payés. Si, comme moi, vous avez entendu les derniers chiffres des vacanciers forcés, nul chiffre, nulle part, des chômeurs partiels. Donc, nous pouvons conclure que, lorsque les prix de l'immobilier seront en adéquation avec les revenus, ils auront sacrément baissé.

## Quelques chiffres

Passons aux choses sérieuses, un peu de macroéconomie. Dans l'article cité plus haut, bien des chiffres sont donnés. Si l'on part de l'idée qu'ils sont probables, nous sommes mal partis. En voilà quelques-uns: le montant des défaillances de crédits aux États-Unis dépasserait les produits intérieurs bruts cumulés de tous les pays, c'est-à-dire 62000 milliards de dollars; le montant réel des produits dérivés, tous ces titres qui sont à l'origine de la crise, équivaudrait à l'équivalent de 14 fois le PIB mondial.

On pourrait imaginer le problème de calcul suivant: à partir de ces chiffres, calculer le montant nécessaire au plan de relance mondial. Comment faire redémarrer une économie qui est dans cet état. Si un des lecteurs de cet article a une idée qui fonctionne, écrire au journal qui transmettra!

Nous assistons depuis septembre dernier à la valse des milliards. Qui peut dire aujourd'hui à combien se monte la somme d'argent débloquée par les différents gouvernements pour empêcher le bateau financier de couler et eux avec? D'un côté on nous dit, le 26 février, que la faillite des banques commerciales va coûter 1 milliard d'euros à la Banque centrale européenne et que cela sera réparti entre quatre banques centrales, bon ça fait pas beaucoup, puis on nous annonce que General Motors a dépassé les 30 milliards de pertes, mais sans dire qui paie. Le Trésor américain investit 25 milliards de dollars dans la banque Citigroup après avoir fourni une aide de 45 milliards.

Le chef économiste de l'OCDE, organisme qui rassemble les pays dits développés, déclare dans *Libération* du 4 mars: « Le pire des scénarios est en train de se matérialiser. La récession va atteindre -5 à -6 % dans les pays riches. » Fournir de tels chiffres, qui ne veulent plus rien dire à ceux dont les revenus oscillent entre 1000 et 2000 euros, n'a plus grand sens. Ils sont dépassés le jour suivant. Mais je ne résiste pas à partager avec le lecteur cette phrase d'un de nos économistes fort prisé ces temps-ci: « Il faut faire du degré d'inégalité acceptable l'objet d'une délibération publique annuelle par les Parlements » (*Le Monde* du 2 mars 2009)!

## Mais qui va faire l'addition finale?

À cette bonne question, il y a une réponse facile. Les bons économistes, ceux-là mêmes qui trouvaient que les ouvriers gagnaient trop, qu'il fallait de façon urgente faire des réformes de structure, qu'il fallait être compétitifs, eh bien, ceux-là sont de retour après un très bref silence. Ils nous alertent quant au montant de la dette créée par toutes ces rustines financières. Et qui va payer la dette? Bien sûr, ce sera nous, les petits, les sans-grades, les bas de l'échelle comme ceux qui sont classés parmi les classes moyennes.

Aux États-Unis, le montant du déficit était de 10000 milliards de dollars avant que Mr. YesICan n'arrive au pouvoir. Pour 2009-2010, les économistes américains prévoient une dette équivalente à 60 % du PIB qui est chiffré à 14265 milliards de dollars. Ce nombre ne cadre pas avec le précédent. Par ailleurs, Paul Krugman, prix Nobel d'économie, parle de « banques zombies qui ont toutes les chances de perdre des centaines de milliards dans les années qui viennent ». Ce qui démontre simplement par l'absurde que personne au fond n'est sûr des chiffres que certains brandissent en guise d'étendard. Sauf nous qui sommes sûrs de savoir qui va payer.

## Et les anarchistes là-dedans?

Après la fin du communisme, puis en 2001, l'irruption du désespoir du tiers-monde incarné par ce qu'il a de pire, voilà le capitalisme qui krach et qui craque. Nous pouvons dire: nous avions raison! Le capitalisme ne peut pas mener à autre chose qu'à la guerre, militaire ou sociale, ou les deux. C'est d'ailleurs une éventualité que nous évacuons peut-être un peu vite. Il faudra revenir sur cette guerre qui pourrait venir dans nos contrées tranquilles.

Se féliciter d'avoir vu clair peut être satisfaisant, mais ce n'est pas suffisant. Que pouvons-nous faire, que pouvons-nous dire? Le mouvement social de la Guadeloupe, et particulièrement le manifeste des hautes nécessités dont *le Monde Libertaire* a publié, il y a peu de temps, des extraits, est un exemple de ce qu'il est possible de proclamer. Nous avons une voix et une voie originales. Nous pouvons faire du suivisme syndical, réclamer comme les autres que les riches paient, que l'État nous prenne en charge. Nous pouvons aussi tenter de rompre avec le système. Il ne s'agit pas de prendre systématiquement le contre-pied. Il nous faut traquer les différentes formes que les pouvoirs prennent dans nos actions politiques.

D'une certaine façon, nous sommes prisonniers du siècle dernier, d'un siècle où les choses étaient plus tranchées. Pendant longtemps, il y a eu les oppresseurs et les opprimés. La révolution féministe a montré, et ce fut souvent douloureux, que l'individu pouvait être à la fois l'un et l'autre. Beaucoup d'entre nous tirent leur revenu de l'État, qu'ils font vivre tout en le dénonçant. La majorité de nos compagnes et compagnons ont reçu une formation académique d'État, inconnue chez les militants anarchistes jusqu'alors. Le conformisme culturel nous imprègne beaucoup plus que nous ne le pensons. Souvent la situation de dépendance dans laquelle nous évoluons, dépendance envers nos chefs, envers la Sécu, envers la société qui décide pour nous, imprègne notre relation avec l'organisation dans laquelle nous militons. Ni dieu ni maître, disons-nous, mais nous aimerions bien que l'organisation décide pour tous ses membres ce qu'il faut faire. Prendre conscience de cette situation complexe pour indispensable que cela soit ne suffit pas. Dans le maelström que l'on nous promet, et qui semble probable, nous devons résister, survivre et être visibles. Manifester pour dire la même chose que les autres, à quoi bon, participer aux grèves, par solidarité, certes, mais pas sans dire que c'est la plupart du temps pour le maintien d'un état des choses. Écrire, diffuser des textes qui, dans la forme comme dans le fond, ne sont pas autre chose que la reproduction de ce que l'on a désappris à l'école, pourquoi? La société que nous voulons est-elle aussi triste que les tracts que nous distribuons? L'absence d'artistes actifs, poètes, peintres, musiciens et autres, dans nos rangs militants est-elle due à notre désintérêt en la matière?

Faire face aujourd'hui, pour un anarchiste, ne va pas sans une remise à plat de notre façon de faire, d'être et de penser. **P. S.**

# Crise et capitalisme

Jacques Langlois

**De tout temps** le capitalisme, lequel dans sa forme moderne n'a jamais que deux siècles d'existence, est animé par une logique intrinsèque démoniaque, ce que Marx et Proudhon ont mis en évidence. Il ne vise qu'une accumulation incessante sans prendre en compte les coûts environnementaux et sociaux qu'il occasionne sans freins. Il a toujours fonctionné suivant le premier principe de la thermodynamique, à savoir que son rendement dépend de la différence de température entre la source chaude et la froide. C'est un moteur qui utilise les différentiels de toute nature, fiscale, sociale, de droit du travail et des syndicats, environnementale : la source froide est le minimum minimorum en ces matières dans les pays sans lois à ce sujet et la source chaude est le profit à maximiser dans des conditions socioéconomiques relatives aux différents systèmes sociopolitiques nationaux en place. D'après ce théorème, la stratégie du capital consiste à abaisser le plus possible le niveau de température de la source froide, car la chaude est résistive comme dirait Arturo Ui. Il s'agit donc, sur la base d'un calcul purement financier, comptable et utilitariste (vive Bentham), de choisir les lieux où les salaires, la protection sociale, le droit du travail, le syndicalisme, la fiscalité, les contraintes réglementaires de sécurité alimentaire, sanitaire ou professionnelle (voir la catastrophe de Bhopal organisée sciemment par l'Union Carbide), le droit environnemental, le taux de change de la monnaie sont au plus bas, quitte à sa déplacer quand le pays A devient moins disant par rapport au pays B qui fait encore mieux dans l'absence de tout droit.

## Thèse, antithèse, synthèse, foutaise.

Il faut noter que la théorie libéralo-capitaliste est fondée, en fait, non sur la thermodynamique, mais sur la bonne vieille mécanique de Newton où il n'y a que des rapports entre forces d'attraction. Or, le second principe de la thermodynamique, lequel est totalement ignoré par les tenants du libéralisme économique, montre que peu à peu le différentiel entre sources tend vers zéro. C'est la loi de l'entropie ou de dégradation de l'énergie. On y est contraint par suite de l'épuisement des ressources naturelles, des matières premières, de la destruction accélérée de la nature et de l'atmosphère. À quoi le capital répond : est-ce que j'ai une gueule d'atmosphère ? Certains, plus ou moins stipendiés par le capital, ont dit « eurêka » : l'information est un moyen de lutter contre l'entropie, c'est une « neguentropie ». Thèse, antithèse, synthèse, foutaise : la planète se dégrade inexorablement parce que le monde capitaliste ne peut pas faire du profit sans exploiter à fond la nature et l'information, devenue sans lieu et sans temps, qui est devenue le moyen, non de partager les savoirs, mais d'accélérer le rythme d'exploitation des ressources. Le capital mondialisé n'a pas voulu voir que baisser la source froide faisait en même temps diminuer la source chaude (les systèmes sociaux et salariaux du monde développé classique). Ou plutôt, il s'est servi de la source froide pour faire disparaître les avantages sociaux de la source chaude. Le problème, c'est qu'il s'est foutu des misères alors occasionnées à toutes les populations démunies sans apercevoir que le différentiel pouvait s'amenuiser en fonction de l'entropie. Mais, jusqu'à présent, il a toujours trouvé des pays qui faisaient mieux dans le moins disant. Ainsi, la production textile, autrefois délocalisée au Maroc ou en Tunisie, a-t-elle trouvé encore moins coûteux en Chine, puis maintenant celle-ci devient plus chère qu'au Vietnam, etc. Et ainsi de suite, jusqu'à ce que la différence de température devienne un jour nulle. Entre-temps, les souffrances des peuples auront été passées par pertes et profits, les bénéfices privatisés et les dégâts socialisés.

Vous me direz : pourquoi les capitalistes continuent-ils de nier le fonctionnement réel du capital ? Pour des raisons psychosociologiques. Le capitaliste ne prend en compte que sa richesse à court terme, que son intérêt personnel, suivant en cela les bons préceptes du libéralisme individualiste. Sa mentalité est de type : « après moi, le déluge », dansons sur le volcan tant qu'il est encore temps. Or qui est le capitaliste depuis trente ans ? C'est l'actionnaire (surtout de fonds de pension et de fonds d'investissement) qui ne cherche que le maximum de rendement financier de son capital au nom de la sacro-sainte « valeur pour l'actionnaire » ou valorisation de son capital boursier.

## À quoi le capital répond: est-ce que j'ai une gueule d'atmosphère?

Comment en est-on arrivé à cette valeur suprême du rendement des actions (dividendes plus plus-values)? Élémentaire, my dear Watson, il fallait que tout puisse circuler librement sur la surface de la planète: marchandises, services, capital, épargne grâce à la « concurrence libre et non faussée ». sauf les travailleurs, hormis ceux qui avaient une qualification rare exploitable dans les pays développés. D'où le thème de « l'immigration choisie », cher à Zébulon Ier et à ses sbires. Le problème est que développer la libre circulation de tout ne dépend pas des capitalistes mais des politicards et autres députains, seuls habilités à établir les règles du jeu. Contrairement à ce que racontent les libéraux, le développement du capitalisme sans territoire et de la finance sans scrupules nécessite des États forts à même d'imposer aux populations de nouvelles règles en faveur du capital. La finance ne s'est développée à outrance que parce que les politicards lui ont facilité la chose. Il faut donc passer partiellement en revue les décisions politiques qui ont permis l'essor de la finance sans lieu, sans temps et sans morale. Car, contrairement à la doxa propagée par les médias, le capital n'existe qu'à l'intérieur d'institutions et de lois, lesquelles ont été modifiées pour faciliter son emprise.

Donnons des exemples. Marx a superbement montré que, plus la durée du travail est longue, plus la plus-value est élevée. La capital s'est toujours battu pour maximiser cette durée; et Tsarcowitch (et ses prédécesseurs), sous prétexte de revaloriser le travail, en fait la durée de l'activité de travail, a fait passer des lois ou a des projets pour l'allonger: heures sup, travail le dimanche, mise au boulot des vieux (plus de dispense de recherche d'emploi pour les chômeurs de plus de 57 ans), retraite « volontaire » à 70 ans, 41 annuités de cotisations pour une retraite complète, suppression des indemnités de chômage pour tout individu refusant une troisième offre d'emploi, etc. Disons avec force que c'est la loi, l'ordonnance ou le décret qui organisent cette ré-augmentation de la durée du travail à rebours de la tendance séculaire à sa diminution. Parallèlement, le pouvoir, acquis aux thèses néolibérales et surtout au service du patronat, s'est employé à zigouiller les moyens de défense dont disposait le salariat: service minimum, accords locaux pouvant remplacer en moins-disant les conventions collectives, séparation à l'amiable, entreprise unipersonnelle, etc. En même temps, tout est fait pour diminuer le coût du travail notamment avec les exonérations de charge en dessous de 1,6 smic; à quoi il faut rajouter les subventions (exonérations plus subventions représentent dans les 63 milliards d'euros par an) en tout genre consentis au patronat et les diminutions de ses impôts. La dernière est la suppression de la part foncière et immobilière de la taxe professionnelle pour 8 milliards d'euros...

Les politicards, de droite ou de gauche, ont depuis plus de 30 ans facilité la libre circulation du capital et la disparition de toute réglementation sérieuse empêchant le développement de l'économie financière de casino: monnaies flottantes au gré du marché monétaire et sans garantie réelle (1971-1973), suppression du contrôle des changes, absence de lutte contre les paradis fiscaux, désindexation des salaires sur les prix (Delors), droit des banques de dépôt de faire en plus des affaires via des filiales, droit pour les entreprises de financer des fusions avec leurs propres titres ou de racheter leurs propres actions, autorisation des LBO et des stock-options (Fabius et DSK), taxation des bénéfices des entreprises à un niveau consolidé (le siège n'est taxé que compte tenu des pertes ailleurs, lesquelles sont organisées via des prix de transfert destiné à faire apparaître les pertes dans les pays où la fiscalité est la plus élevée, etc. Bérégovoy), emprunts à l'étranger (Delors, Mauroy), autorisation de produits dérivés toujours plus aventureux, voie libre pour la « titrisation » (transformation des créances en obligations monnayables, ce qui dilue les risques et les reporte sur les acheteurs), disparition des contrôles sérieux par les autorités boursières (SEC aux USA ou AMF en France, d'où les affaires Enron, Worldcom, Primalat, Vivendi, etc., ou Madoff), baisse de la taxation des dividendes et des plus-values, diminution de l'impôt sur les sociétés, report des impôts sur les acteurs « immobiles », c'est-à-dire la population captive, prêts revolving, cartes de crédit à 20 % de taux d'intérêt, comptabilité (IFRS) *ad hoc* dite de « fair value » (appréciation des actifs à leur valeur de marché au jour le jour et non sur une base de long terme et d'amortissement comptable à partir de la valeur d'achat), facilitation des investissements directs à l'étranger (IDE), c'est-à-dire des délocalisations et externalisations, baisse des droits de douane pour acheter à bas prix afin de faire remonter le pouvoir d'achat tout en diminuant les salaires (raté car les grandes surfaces ont mis la différence dans leur poche tout en pressurant leurs fournisseurs locaux, comme en Guadeloupe), poussée vers les assurances et les retraites privées par capitalisation, remplacement des bons salaires fixes par des compléments aléatoires de participation ou d'intéressement, remplacement des entreprises ou services publics par des boîtes privées (cela permet d'offrir aux capitaux privés des lieux nouveaux d'investissement financier rentable), indépendance de la Banque centrale de façon qu'elle ne puisse plus consentir d'avances ou de prêts gratuits (sous Pompidou) à l'État, afin d'offrir aux rentiers des emprunts bien rémunérés, etc.

La conséquence de toutes ces facilités en

faveur de la finance et au détriment des contribuables modestes et captifs, ainsi que des salariés, est que tout pays qui dérogerait à la course folle à la rentabilité à 15 % verrait son capital s'enfuir sous des cieux plus paradisiaques. D'où le discours convenu sur « There is no alternative », TINA, énoncé par Mme Thatcher et repris en chœur, sinon la « compétitivité du pays » est diminuée. En fait, les libéraux ont mis en place un étau gigantesque dont la 1re mâchoire est la « libre circulation des marchandises, des services et des capitaux » dans une concurrence généralisée, « libre et non faussée » et la seconde l'attribution de droits exorbitants au capital financier.

**Quelle démocratie ? La simple observation de ce qu'elle a permis aux politicards légalement élus montre tout simplement qu'elle n'existe pas.**

Ce système a produit la catastrophe en cours. Les politicards sont alors bien démunis car dans ce contexte ils ne peuvent rien faire sans émergence d'une législation internationale, sur laquelle on ne peut pas s'entendre car il y a trop de pays puissants (Chine, USA, G-B, etc.) qui ont intérêt au bordel ambiant : les USA parce qu'ils peuvent faire tourner la planche à billets et vendre pourtant leurs emprunts en dollars, la Chine car elle peut écouler sa camelote en contrepartie de son achat de bons du Trésor US, la Grande-Bretagne parce que 20 % de sa valeur ajoutée et 10 % de son PIB viennent de son trafic de fric comme place financière internationale et quasiment off shore (avec en outre ses nombreux paradis fiscaux comme les îles anglo-normandes). Mais il y aussi tous les petits pays qui ont intérêt à la concurrence dans la disparition du droit et la sous-fiscalisation. L'Irlande est en train de le payer très cher avec ses 12,5 % d'impôt sur les sociétés contre 30 en moyenne dans l'UE. Les politicards sont victimes de leur succès : ils ont mis en place l'étau qui étrangle les populations et maintenant ils ne peuvent plus le desserrer. D'où les gesticulations socialisantes de Zébulon Ier : du blablabla, sans intention de modifier réellement le système. Et pour cause, notre Napoléon-le-petit-numéro-bis est toujours convaincu de l'excellence du néolibéralisme qu'il continue d'implanter en France malgré sa faillite sous le couvert de la « réforme » (lire régression au XIXe siècle) tout azimut. Il en lui reste plus qu'à faire de la com., du vent, des effets de manche et d'annonce tout en aggravant la répression (d'où la mise de la justice sous tutelle) à l'encontre des exclus et en faveur des corrompus et autres spéculateurs et « accapareurs ». Cela tombe bien : il a mis les médias dans sa poche soit en copinant avec leurs propriétaires soit en réduisant l'autonomie des chaînes publiques. Du reste, les médias n'ont pas à se forcer car ils ont été depuis bien longtemps truffés de journaleux acquis au néolibéralisme et qui n'ont même pas besoin de s'autocensurer.

Rappelons que toutes ces merveilles de la finance débridée, de la mise en concurrence des peuples ont été crées par les dépositaires du pouvoir souverain, mésusant de la loi (laquelle devrait être émise en vue du bien commun) au nom de la démocratie. Quelle démocratie ? La simple observation de ce qu'elle a permis aux politicards légalement élus (si l'on omet les tripatouillages sur le mode de scrutin et le découpage des circonscriptions) montre tout simplement qu'elle n'existe pas. Or c'est essentiel car la production de la loi est ce qui permet d'arbitrer entre les intérêts et de faire prévaloir l'intérêt général, de faire l'interface entre l'économique, le social et le politique en vue du bien pour tous. C'est cela la légitimité ; mais les politicards ne savent pas (ou plutôt entretiennent la confusion) la différence entre légalité et légitimité. La seule démocratie qui serait réelle est celle préconisée par Proudhon : un système fédéraliste et mutuelliste, décentralisé, à la fois économique et politique, social et juridique. Comme il disait : entre l'individu et le pouvoir, il y a le droit. À condition qu'il ne soit pas manipulé en faveur de l'intérêt de quelques uns, ce qui précisément requiert une vraie démocratie.

J. L.

# Entre barbarie ordinaire

Maurice Rajsfus

**Le citoyen paisible**, sans calcul, celui qui n'éprouve pas de haine ni de rancunes profondes, pas même de ressentiment, ne fait pas de différence entre le sauvage primitif et le barbare. Il en va de même de celui qu'il est possible de qualifier d'« homme de la rue », toujours aux aguets du moindre potin, comme du moindre ragot. Celui-là se montre curieusement disponible pour commenter chaque fait divers et n'en retenir que le pire, tout en négligeant les possibles aspects positifs d'une situation ou d'un événement. Ce qui laisse le champ libre aux bateleurs de foire, comme aux faux prophètes, ainsi qu'à ceux qui ne cessent de dire : « Je sais » face à leurs contemporains. Les mêmes affirmant qu'ils sont en mesure d'apporter une solution à tous les problèmes.

Notre humanité est dominée par ceux qui, forts de leurs certitudes, cherchent à en imposer à d'autres, moins résolus, plus timides peut-être. Ces pseudo-grands esprits, décidés à paraître tout savoir, sans jamais proposer les solutions qui pourraient s'imposer, éprouvent toujours la tentation de tracer une frontière infranchissable entre le pré carré qu'ils désirent se constituer, et le territoire du plus grand nombre, considéré comme particulièrement hostile, donc à surveiller étroitement. Dès lors, nul ne devrait contester celui qui prétend assurer aussi bien notre sécurité que le bien-être de tous. Faute de quoi, mal lui en prendrait. Il n'en reste pas moins que la répression pourrait oublier ceux qui accepteraient de ne jamais récriminer.

## Pas de délégation de pouvoir

Une société résignée : c'est le rêve de tous ceux qui prétendent dominer une masse inconsistante, néanmoins constituée d'êtres pourvus de raison, de semblables capables de bonnes actions comme de mauvais instincts. La grande ambition des barbares de notretemps consiste surtout à brider les idées, à censurer la pensée. Qu'aurions-nous besoin d'éprouver des passions autres qu'affectives ? Seule compterait une certaine forme de virilité mise au service du matamore du moment. Quant à la sensibilité, l'humanisme finalement, de ce véritable robot envisagé, il ne peut en être question. L'homme serait destiné à obéir, sans réfléchir, à d'autres hommes plus malins, plus rusés, plus calculateurs, et nécessairement capables de conduire le troupeau, sans qu'il soit possible de revendiquer le droit à la parole. Cette délégation de pouvoir, de fait, s'effectuant au bénéfice de ceux qui ont appris à jouer au plus fin avec la nature humaine. Aux promesses aléatoires n'a jamais tardé à s'ajouter la menace de mauvais lendemains. Le leader, le chef même – si cette appellation ne fait plus recette – ne manque jamais de s'entourer, tout à la fois, de pauvres intellectuels et de tristes voyous. Tous très industrieux dans leur manière de berner les naïfs et les peureux. Rien ne peut manquer à l'arsenal de ceux qui ont réalisé un véritable hold-up sur une société ne vivant plus que sur les oripeaux de la démocratie. Le bon peuple, censé se méfier des aventuriers, ne craint jamais de se donner aux pires d'entre eux – tel Gribouille qui se jette à l'eau pour ne pas se mouiller.

Le citoyen convenable, respectueux des institutions, n'hésitera jamais à choisir celui qui ne tardera pas à mettre sous l'éteignoir les textes fondamentaux d'une libre institution, au prétexte de les protéger plus efficacement. Peu importe qu'il s'agisse d' un escroc moral, dès lors que sa parole paraît s'ajuster à une situation préoccupante. Bientôt, au miel des mots viendront se substituer le chantage, la menace d'un triste futur pour les récalcitrants à l'ordre nouveau qui se met en place.

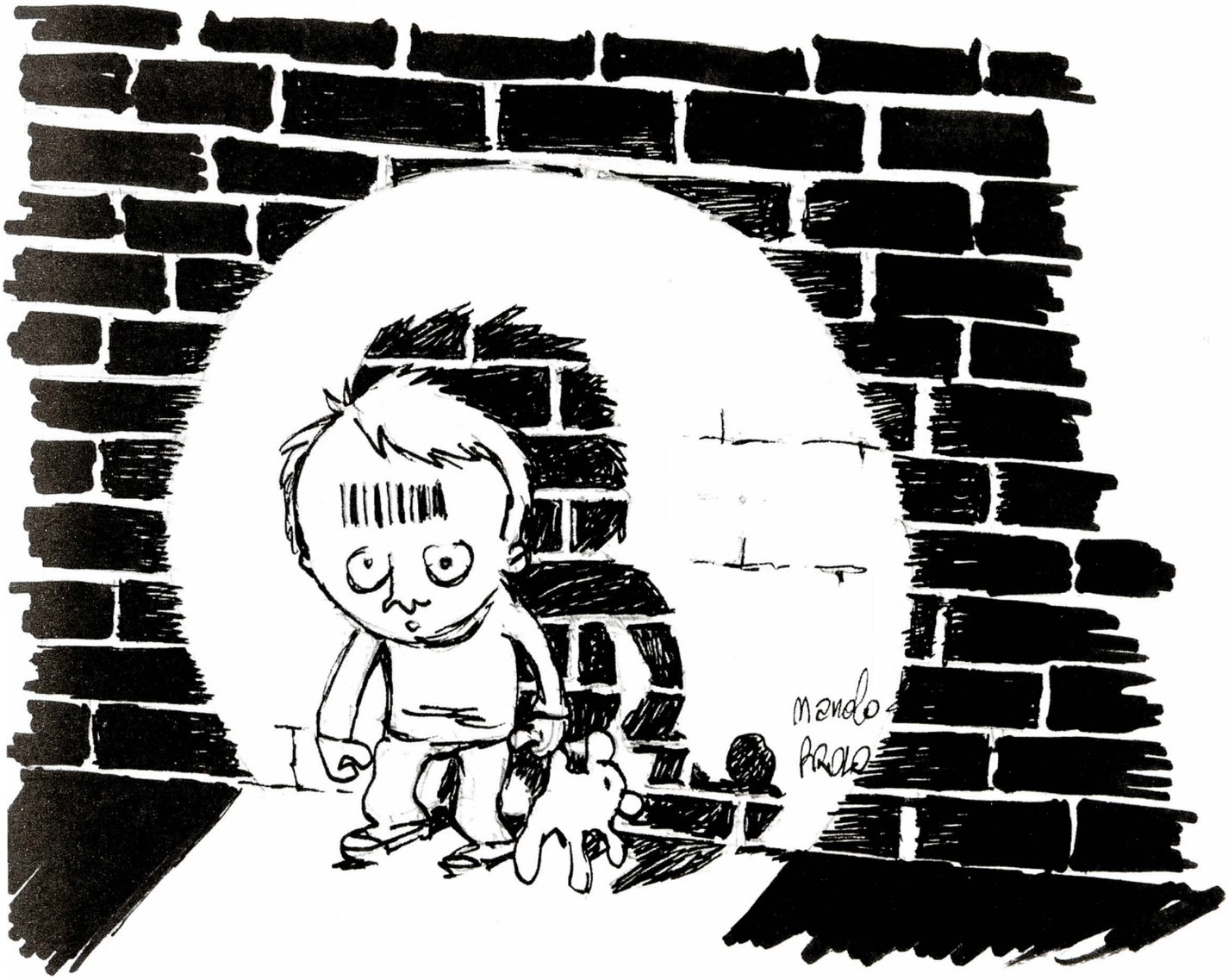
Bien sûr, au début, ce pouvoir conquis par la finasserie et le rappel des grandes valeurs patriotiques, se fait peu à peu cauteleux, misant sur les sentiments les plus bas d'une société qui tend à oublier ses valeurs profondes.

## Le Barbare se voudrait légitime !

Bientôt, il ne sera même plus nécessaire de dissimuler les buts du forban qui s'est emparé du pouvoir par les voies les plus légales qui soient. Toute une cour s'est agglutinée autour du maître et dit le droit en son nom, quitte à affirmer le contraire lorsque le vent tourne. C'est une armée d'escrocs – de fins esprits y côtoient les pires fripouille – qui ne vont pas tarder à expliquer que grâce à l'opportunité de leur arrivée « aux affaires » du pays, l'essentiel de nos droits pourra être sauvegardé, alors que les libertés fondamentales sont déjà foulées aux pieds. Cette barbarie d'apparence tranquille, qui s'efforce de persuader le bon peuple de sa légitimité, ne fait que précéder la force brutale, bien plus persuasive.

Dès lors, il n'est plus indispensable d'expliquer les raisons, ni la finalité de cette marche obligée vers la régression sociale. Nul besoin de se cacher derrière de fausses promesses. Le tour de passe-passe étant réalisé, le peuple berné – en toute connaissance de cause parfois – n'a plus qu'à se taire et obéir aux chefs auxquels il s'est donné tout à fait démocratiquement. Ce que l'on ne manque jamais de lui rappeler régulièrement, avec le plus grand

# et intelligence passive




cynisme : « Tu l'as voulu Perrin Dandin… »

Sans trop d'étonnement, on voit se mettre en place, à côté des laudateurs habituels, de curieux groupes dits de réflexion. Il y a ceux qui choisissent le camp du Barbare, dans le but, expliquent-ils, de modérer ses réformes les plus dures. D'autres veulent se persuader qu'ils protègent notre avenir (surtout le leur), en faisant profil bas, car il n'y aurait aucun bénéfice à un affrontement brutal, qui ne verrait que des perdants. Restent les pauvres-en-esprit-démocratique désireux de nous convaincre qu'après les prochaines élections, il y aura un retour de balancier permettant de refaire le terrain perdu. Savent-ils seulement, ces bons citoyens, que le billet de retour peut être long à obtenir lorsque les barbares campent sur un champ de ruines idéologiques ?

Nous avons déjà connu cela, en France, au temps de l'occupation nazie. Lorsque Pétain gouvernait à Vichy, et que ses policiers, comme ses fonctionnaires, mettaient le pays en coupe réglée au nom de la Révolution nationale. C'était en un temps où les revanchards, haineux de toutes les conquêtes sociales, avaient le sentiment de pouvoir se venger d'un peuple qui s'était cru en marche vers la liberté. L'extrême-droite triomphait, et l'église catholique en extase rêvait d'en finir avec l'école sans Dieu, le divorce et la mixité. Du côté patronal, il était nécessaire de renvoyer aux oubliettes les avancées du Front populaire. C'était l'alliance de tous les délirants adeptes d'une bonne dictature. Il était indispensable d'en finir avec cette image du passé révolutionnaire de la France quitte, pour ce faire, à se mettre au service de la barbarie nazie. Avec ce détail terrifiant que tous ces prédateurs, qui se vantaient de relever la France, étaient par ailleurs farouchement « anti-boches », mais les priorités du moment exigeaient cette alliance avec le Diable qui, par ailleurs, les protégeait de l'ennemi « bolchevique ».

## Les gangsters politiques

Ces barbares pro-nazis ne manquaient pas forcement d'intelligence. Certains d'entre eux

s'étaient même conduits en « héros » durant la Première Guerre mondiale, et même pendant le rapide épisode de la drôle de guerre, de septembre 1939 à juin 1940.

Parmi les soudards les plus visibles, Joseph Darnand qui, en 1943, allait constituer la Milice de Vichy, cette cohorte de véritables assassins qui, aux côtés des SS, traqueraient les maquisards et veilleraient à suppléer la Gestapo dans la chasse aux communistes. Quant aux Juifs étrangers, la police et la gendarmerie s'en chargeaient tranquillement. Les hommes de la Milice (plus de trente mille) étaient associés de fait aux nervis des partis de la collaboration, comme le PPF (Parti populaire français) de Doriot, où se vautraient d'anciens communistes, du RNP (Rassemblement national populaire) de Déat où se retrouvaient d'anciens militants socialistes, « pacifistes bêlants », voire du Parti franciste de Bucard, où se recrutaient d'authentiques voyous. C'étaient là des gangsters politiques dont les leaders prétendaient au rôle de Führer dans une France fasciste. Ce qui n'empêche pas de douter de leur intelligence politique car, plus la défaite allemande se précisait, plus ils s'enfonçaient dans leur soutien indéfectible à la barbarie nazie. Tous étaient violemment antisémites, et nombre d'entre eux fervents catholiques, comme certains chefs de la Milice.

Les peuples faibles ont toujours été sensibles au prestige des régimes forts. Faut-il en conclure au manque d'intelligence des peuples, pris dans leur globalité? Sans doute pas. En fait, l'étrange soumission des Français au régime institué par Pétain et Laval, à Vichy en juillet 1940, leur silence largement majoritaire face à la répression politique et raciale conduite durant quatre ans ne faisaient surtout que témoigner de l'indifférence du plus grand nombre au sort de ceux qui ne marchaient pas dans la droite ligne fixée par les collaborateurs des nazis.

Cet épisode ne pouvait que démontrer la veulerie d'un peuple plus soucieux de voir son assiette bien remplie que de participer au combat pour la liberté de tous. Bien sûr, il est toujours possible de trouver des circonstances atténuantes à ce manque de dignité, ce lâche abandon de ceux qui résistaient, alors que la solidarité devait être à l'ordre du jour. Il y avait la peur panique, la faim qui tenaillait, la crainte de ne plus jamais retrouver la liberté, comme jadis. D'où la nécessité de s'adapter et d'accepter la dureté du temps pour ne pas risquer de connaître le pire. Le citoyen consentant était devenu, à son niveau, l'auxiliaire du Barbare. Son silence coupable pouvait permettre toutes les exactions.

## Les Barbares ordinaires

En sera-t-il toujours ainsi? Est-ce être pessimiste que de faire le constat de cette capitulation de la masse des faibles, face à une petite horde de puissants? Faudrait-il conclure de ces habituelles reculades que les peuples sont lâches? Faut-il ajouter à cette récurrente démission collective un manque de raison flagrant, alors que le Barbare n'est pas nécessairement pétri de cette intelligence indispensable aux bons rapports entre les frères humains? Comme le barbare ne porte pas de jugement moral et ne connaît que le comportement brutal, il est inutile de lui demander de faire preuve de bon sens. Seule compte la fermeté sans qu'il lui soit nécessaire d'en expliquer les raisons.

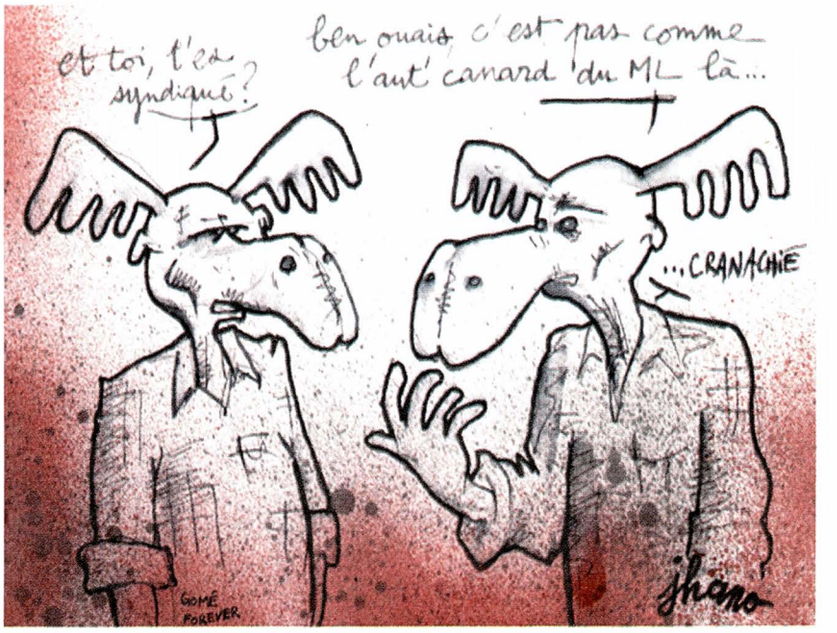
Le Barbare ordinaire est persuadé qu'en exerçant son pouvoir sur une population terrorisée, il n'a rien à craindre pour son avenir. La terreur, s'ajoutant à la violence verbale, donne les meilleurs garanties à celui qui exerce le pouvoir d'une main ferme. Peu importent les dégâts collatéraux: l'essentiel est de faire peur, dans, le but d'annihiler la moindre résistance. Dès lors, celui qui ose encore s'opposer doit savoir qu'il en paiera les conséquences au prix fort, c'est à dire au péril de sa vie. Pour la Barbare, il ne s'agit que de fermeté, d'une réaction proportionnée, appliquée à une population qui refuse la nouvelle loi, sans vouloir comprendre qu'il est de son intérêt de courber l'échine, faute d'être écrasée plus encore.

La culture de la violence est inséparable de la volonté de brimer les idées, comme le mode de pensée. S'il est interpellé, le Barbare ordinaire estime nécessaire de faire taire les récriminations en expliquant le danger qui menacerait une société livrée aux penseurs dont les propos débridés risqueraient de remettre en cause les grands principes et la bonne morale. D'où cette volonté de réduire au silence les furieux qui, ne comprenant pas la manière douce, doivent se voir appliquer la manière forte. Rien de tel qu' un peuple réuni dans un consensus mou pour le diriger, sans être dans la nécessité de prendre contre lui ces mesures répressives qui font hurler les bons esprits, constamment en recherche de ces droits de l'homme qui seraient bridés.

Lorsque le plus grand nombre accepte la contrainte sans trop réagir, la violence peut se faire plus douce, en apparence. La promesse d'un avenir tranquille permet de calmer les quelques esprits frondeurs qui n'ont pas encore renoncé. Comment ne pas se méfier de cet avenir approximatif qui serait la récompense des peuples soumis? Franz Kafka notait, dans son *Journal*: « Est-il possible que ma raison, et mon désir, me fassent d'abord connaître l'avenir dans ses contours glacés, et que je n'entre dans la réalité de ce même avenir que progressivement, tiré et poussé par eux? » Superbe réflexion qui, dans son pessimisme, pemet de se méfier des belles promesses. Comment ne pas citer Tristan Bernard qui, dans *Aux Abois*, ne manquait pas de grimacer tristement: « Sous prétexte qu'ils ont l'avenir devant eux, les hommes vivent au jour le jour... »

M. R.

# Encore des syndiqués qui exagèrent ?




Union communiste libertaire de Montréal

**Le 24 janvier 2009**, Pierre Karl Péladeau, le grand patron de l'empire Quebecor, refusait une fois de plus de négocier avec les travailleurs du *Journal de Montréal* et leur donnait comme seul réponse, témoignant de tout son arrogance, un lock-out[1]. Ce lock-out, après plusieurs mois d'incertitude sur la finalité du conflit entre le syndicat des travailleurs de l'information du *Journal de Montréal* (FNC-CSN) et l'employeur, plonge les 253 employé du *Journal de Montréal* dans la précarité et l'incertitude quant à leur avenir professionnel. La direction, qui réclame des diminutions de salaires et de conditions de travail ainsi que des augmentations de la semaine horaire, se justifie en parlant des difficultés financières que le *Journal de Montréal* vit actuellement. Ce à quoi le syndicat répond que le journal a produit un profit de 20 millions l'an passé pour un chiffre d'affaires de 200 millions.

La direction a donc réutilisé la même stratégie que celle utilisée lors du lock-out de seize mois au *Journal de Québec*, l'autre journal poubelle du groupe Quebecor, en utilisant les cadres et possiblement des *scabs*[2] afin que puisse continuer de se remplir d'insignifiances le *Journal de Montréal*. Les syndiqués ont tout de même tenu un vote afin de rejeter les propositions patronales, à 99,6 %, et en faveur de la grève générale illimitée, à 99,4 %. Ils ont de plus, en parallèle, lancé un journal électronique, le *Rue Frontenac*, et lancé un appel à la population de boycott du journal. Depuis, les appels à la solidarité se sont multipliés dans les médias et sur Internet.

En tant que travailleurs, étudiant, précaires et sans-emploi, nous ne pouvons que dénoncer la tactique odieuse de l'employeur pour jeter les syndiqué à la rue, ce en quoi nous sommes entièrement solidaires avec tous les salariés en lock-out du *Journal de Montréal*.

Cependant, nous sommes en désaccord sur les arguments avancés par leur syndicat pour dénoncer la direction. Leur président, Raynal Leblanc, déclarait dans un communiqué de la CSN : « Mais Pierre K. Péladeau et la direction de Quebecor Media, qui, par le geste insensé qu'ils ont posé la nuit dernière, menacent la pérennité d'une institution de l'information au Québec, trouveront devant eux 253 personnes déterminées à sauvegarder les conditions qui assurent à la population une information de qualité. En agissant de la sorte, le PDG de Quebecor a enterré plus de 45 ans de paix industrielle qui a permis à un empire de se constituer. »

## Le retour du balancier ?

Sans vouloir jouer les trouble-fêtes, il serait important de se questionner sur leur vision de ce qu'est une information de qualité, et en quoi ce journal est une institution de l'information au Québec. Certes, ce journal a le plus gros tirage au Québec, mais qui dit quantité ne dit pas nécessairement qualité.

En tant que communistes et libertaires, nous luttons sans relâche contre l'exploitation et l'oppression sous toutes ses formes. Beaucoup d'entre nous se sont impliqués solidairement dans différentes luttes de travailleurs, en hôtellerie notamment, et contre la précarisation dans les dernières années. Bien souvent nous avons dû affronter la répression policière et la désinformation journalistique. Le tabloïd *Journal de Montréal* en fait malheureusement partie. Plus souvent qu'à leur tour, les journalistes de l'empire Quebecor ont sombré dans le journalisme de bas étage et dans les éditoriaux d'une triste malhonnêteté pour nous dénoncer et nous discréditer.

Mais ce n'est pas que le lot des manifestants et des militants d'être dénoncés à travers les pages de ce journal. On peut se rappeler de la campagne de calomnie contre ces « paresseux » de cols bleus, contre les « riches » techniciennes en garderie ou contre les étudiants en grève « qui se plaignent toujours pour rien ». Est-ce que les lockouté.e.s ont été solidaires ? On se rappelle aussi de la campagne diffamatoire qu'ils ont initiée dans le cadre des accommodements raisonnables. Si c'est ça une institution de l'information…

Que l'ensemble des lockouté.e.s soient en accord ou non avec les journalistes qui ont mené ces campagnes, ils et elles réclament néanmoins leur part du profit provenant de la vente de cette démagogie journalistique qu'ils ont cautionnée. De l'argent amassé en crachant sur ceux et celles qui à l'époque auraient bien eu besoin de soutien et de solidarité plutôt que d'articles mensongers !

Paradoxalement, beaucoup des gens qui les appuieront dans leur lutte et qui lisent leur journal font malheureusement partie des groupes sociaux contre lesquels ils écrivent régulièrement : les travailleurs en lutte, les précaires, les sans-logis, les assistés sociaux, les jeunes, les étudiants, les immigrants et les syndiqués.

Maintenant ils ont l'audace de demander sans vergogne à la population de les appuyer dans leur lutte afin de continuer à lui fournir de l'information « de qualité », comme ils disent. Ça nous laisse un peu perplexes.

Nous savons que les 253 employés en lutte ne sont pas tous et toutes des idéologues populistes qui ne travaillent que pour vendre la ligne idéologique de leur patron, mais malheureusement ils font partie de cet appareil qui sert à endormir et désinformer les gens. Certains de ces journalistes, autant que dans tous les médias, réussissent toutefois à être objectifs et honnêtes dans leur travail, mais ce

n'est pas vrai de tous. Prétendre que la direction impose sa ligne éditoriale en permanence est une mauvaise excuse à l'absence de rigueur journalistique de plus en plus flagrante dans les médias de l'information au Québec.

Nous souhaitons sincèrement que leur publication électronique ait la prétention journalistique de ressembler à Rue89, autant dans sa pertinence que dans son caractère dénonciateur des injustices, ce qui est plutôt rare pour un média de masse. Nous sommes solidaires de leur lutte contre leur employeur, mais nous devons toutefois témoigner de notre mépris envers leur journal et sa fonction idéologique. D'ailleurs, contrairement aux propos de leur représentant syndical, les lockoutés ont qualifié de médiocre leur propre journal sur leur nouveau média *Rue Frontenac*.

Leur lutte et la création d'un nouveau média électronique sont l'occasion pour eux de créer un journal qui permettrait aux autres travailleurs en lutte, aux précaires et aux exploités d'avoir eux aussi une voix. Ils pourraient pour une fois dénoncer l'exploitation plutôt que d'en être les porte-voix? Cet outil pourrait même demeurer une arme lorsque leur lutte se terminera? On peut en rêver, mais permettez-nous d'être sceptiques.

Nous ne pouvons fermer les yeux sur le bilan néfaste de cette publication, c'est pourquoi notre solidarité ne sera que de principe. Et nous espérons que de se retrouver pour une fois du côté des précaires et des exploité.e.s – alors que beaucoup seront solidaires avec eux – les fera réfléchir à leur fonction et au rôle socialement néfaste de leur gagne-pain. Soyons solidaires de tous les précaires et travailleurs en lutte, et boycottons l'empire Quebecor à jamais! **UCL**

*transmis par les Relations internationales de la Fédération anarchiste*

1. N.D.L.R.: un lock-out est une fermeture provisoire d'une entreprise, décidée par l'employeur pour répondre à un conflit collectif. Un lock-out est généralement utilisé lorsqu'une grève est partielle pour faire pression sur les grévistes, les salariés non grévistes n'étant alors plus rémunérés. Le lock-out permet notamment de contrer une grève de quelques employés stratégiques bloquant l'entreprise, ces salariés étant soutenus financièrement par les non-grévistes. En France, comme dans la plupart des pays européens, cette pratique est interdite, sauf en cas de force majeure résultant de l'impossibilité matérielle d'assurer la continuité du travail.

2. N.D.L.R.: un *scab* (littéralement une gale ou une croûte de plaie en anglais) se traduit en France comme un casseur de grève ou un jaune.

# Vassilis Paléocostas

## Un Robin des bois hellène

**Mais où est Vassilis?**
Ami lecteur, sauras-tu retrouver dans ce dessin ce cher Vassilis en moins de 30 seconde et surtout avant nos trois pitbulls de la police grecque (dont un seul des trois d'ailleurs possède la faculté de penser)? Attention, un indice se cache dans le titre de l'article et dans le dessin! Les trois premiers gagnants auront le droit de colorier cette illustration (que le dessinateur a eu la flemme de faire lui-même).

**On pourrait se croire en plein polar. Depuis le 22 février 2009, la police grecque contrôle tous les ports, aéroports et routes du pays. Elle n'a de cesse que de mettre la main sur Vassilis Paléocostas et son complice Alket Rizaï. Deux détenus qui se sont évadés pour la seconde fois de la prison de haute sécurité de Korydallos. En Grèce, Vassilis est plus connu sous le surnom de « Robin des bois des pauvres ».**

**Les deux compères** n'en sont pas à leur coup d'essai et le quotidien grec *To Ethnos*, rappelle qu'ils s'étaient déjà évadés à l'aide d'un hélicoptère en juin 2006 pour s'échapper... du même établissement! C'est justement ce coup à répétition qui, selon le quotidien, « ridiculise le gouvernement ». Un autre quotidien grec, *Ta Nea*, affirme qu'un gardien a même reçu un appel le 18 février, lui indiquant la date et les modalités de la future évasion.

En Grèce, les populations les plus démunies se réjouissent de l'évasion de Vassilis Paléocostas, surnommé « le Robin des bois grec ». « Un Robin des pauvres », précise *Ta Nea*, « qui n'a jamais violé, ni tué et qui bénéficie d'un fort soutien populaire. Il braquait des banques pour redistribuer l'argent à ses concitoyens dans le besoin. Avec la crise, ils étaient nombreux à souhaiter son retour. Les couches populaires n'aideront certainement pas la police à le retrouver », poursuit le quotidien de centre gauche.

Pour leur part, les autres quotidiens grecs reviennent, les uns sur l'état déplorable du système pénitentiaire grec, rappelant les récentes grèves de la faim de détenus demandant de meilleures conditions de détention. Les autres insistent sur le fait que cette évasion rocambolesque affaiblit un peu plus le gouvernement conservateur, au plus bas dans les sondages depuis les émeutes de décembre 2008. Le plus amusant de l'affaire, c'est que les ministres se rejettent la responsabilité de ce fiasco, au sein d'une situation politique est déplorable. Attentats quotidiens, actions mafieuses, criminalité en hausse, sans compter la crise financière et sociale qui frappe durement le pays.

Pour le quotidien *To Vima*, l'évasion de Paléocostas et de son complice n'est pas pour rien dans la décision de Costas Caramanlis d'envisager sérieusement l'éventualité d'élections anticipées dans la foulée du scrutin européen qui a lieu début juin « dans l'espoir de faire oublier ce fiasco d'ici là ».

Un exemple pour se sortir de la crise? Et l'on se prend à espérer vaguement le retour d'autres héros populaires ô combien sympathiques et calqués sur la bande à Bonnot, Bonny & Clyde ou ce bon vieux Ravachol...

**Patrick Schindler**
*Source: Courrier international*

# Mondialisation malheureuse

## Point de vue des femmes en lutte

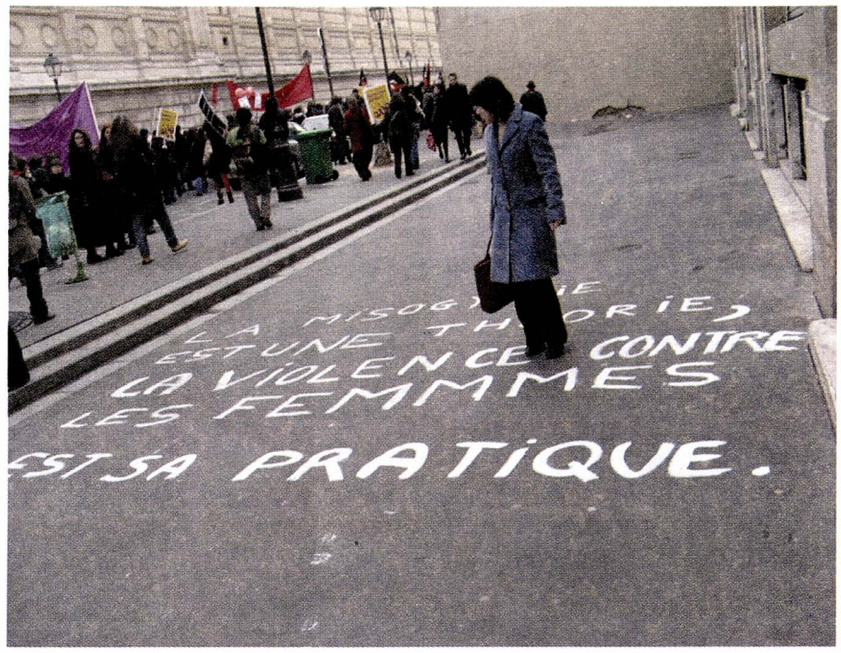



Photo de la manif du 7 mars par Bibo

**La mondialisation néolibérale** est sans cesse dénoncée chez les libertaires. Elle détruit nos vies, restreint notre liberté de mouvement, creuse les inégalités… Et elle se conjugue avec d'autres inégalités qu'elle n'a pas créées mais qu'elle vient renforcer : inégalités raciales, entre pays du Nord et pays du Sud, entre hommes et femmes… Il est parfois difficile pour les militants révolutionnaires de prendre en compte les multiples modes de domination que subissent les individus. En outre, peu de réflexions s'articulent autour du genre – ce concept sociologique qui désigne non une propriété biologique, mais un rapport social de pouvoir, intimement lié à des positions de classe et de « race ». Ainsi, comme le précise l'auteure avec humour quand elle analyse la dialectique des sexes sur le nouveau marché du travail, avec les figures centrales des « hommes en armes » et des « femmes de service » : les « hommes en armes » possèdent parfois des ovaires et parmi les « femmes de service » on trouve beaucoup de travailleurs masculins !

Or c'est ici que le livre de Jules Falquet est particulièrement intéressant, car l'auteure montre bien que les grandes perdantes de la mondialisation sont les femmes, surtout pauvres et racisées. En effet, grâce à la mondialisation néolibérale, tous les systèmes de rapports sociaux de pouvoir (sexe, classe et « race ») se renforcent – la privatisation des ressources nationales et des services de chaque pays et l'écart de plus en plus grand entre riches et pauvres affectent particulièrement les femmes. Et ce que démontre de façon convaincante Jules Falquet, c'est que non seulement la mondialisation n'a pas apporté aux femmes une libération, mais qu'elle s'inscrit dans le sens d'un durcissement des rapports sociaux de sexe. La violence contre les femmes augmente avec l'extension du néolibéralisme : elle n'est pas un simple dommage collatéral mais elle constitue un pilier de la mondialisation.

*De gré ou de force*, comme l'indique le titre, montre comment les femmes sont embarquées dans la mondialisation, soit en l'accompagnant (persuadées par les institutions internationales et les gouvernements qu'elles peuvent y gagner quelque chose), soit en y résistant. Jules Falquet analyse en particulier comment les associations féministes ont réussi à introduire « la perspective du genre » dans l'agenda de l'ONU mais au détriment d'une militance politique gratuite, choisie et révolutionnaire, comme le montre l'analyse des féministes autonomes latino-américaines et des Caraïbes qui dénoncent l' « ONGisation » du mouvement féministe sous l'effet des financement et des discours des institutions internationales. Ces institutions essaient d'aménager le capitalisme, proposant par exemple des microcrédits aux femmes populaires des pays en développement, qui sont justement appauvries par les programmes d'ajustement structurel : « Contrairement aux apparences qu'elles ont réussi à se donner, les institutions internationales ne sont pas un acteur bienveillant ou neutre dans la mondialisation. Bien au contraire, elles apparaissent comme intimement liées aux gouvernements du Nord et aux intérêts des multinationales. »

Le livre se termine par trois questions aux mouvements sociaux « progressistes » : la guérilla salvadorienne du FMLN, l'Armée zapatiste de libération nationale du Chiapas, le Mouvement des sans-terre au Brésil, le mouvement féministe latino-américain et des Caraïbes. Où il apparaît clairement que, si un mouvement social qui prétend transformer le monde est fondé sur le maintien d'une division sexuelle du travail ou sur la structure familiale traditionnelle, il ne peut être révolutionnaire.

Et Jules Falquet de conclure que le monde que nous cherchons à construire « ne doit pas seulement en finir avec les rapports de production capitalistes, mais aussi avec les rapports sociaux racistes et patriarcaux ». Et pour cela, il est toujours nécessaire que les mouvements révolutionnaires et féministes pratiquent un mouvement réflexif sur leurs pratiques – en articulant plusieurs grilles de lecture. De ce point de vue, le livre de Jules Falquet est précieux – car il peut à la fois apporter à celles et ceux qui luttent des outils théoriques utiles (en vulgarisant quelques concepts universitaires parfois mal connus) et en retour alimenter la réflexion des chercheuses et chercheurs à partir des pratiques révolutionnaires actuelles (Jules Falquet s'appuie beaucoup sur les pratiques et analyses du courant « féministe autonome » latino-américain et des Caraïbes, qu'elle connaît particulièrement bien).

Il y a plusieurs raisons de lire ce livre. Parce qu'il nous donne une analyse précise de la mondialisation du point de vue des opprimé.e.s. Parce qu'il le fait à travers le prisme du social et du féminisme. Parce que son auteure est à la fois sociologue universitaire et militante engagée. Et parce qu'il nous donne des outils pour penser et pour lutter.

**Caroline**
*groupe La Rue*

---

Jules Falquet viendra présenter son livre à la bibliothèque La Rue samedi 14 mars.

**Jules Falquet, *De gré ou de force, les femmes dans la mondialisation*, collection « Le genre du monde » dirigée par Danièle Kergoat, La Dispute, 2008, 214 p., 21 euros.**

# Z32

**Un film de guerre, un film de guerre lasse, un film d'Avi Mograbi. Du cinéma de combat contre l'absurdité de la guerre.**

**Selon l'auteur,** *Z32* est « une tragédie musicale documentaire… », en tout cas un brûlot comme tous les films d'Avi Mograbi, présentant un mélange des genres des plus surprenants. Le genre documentaire est renouvelé, interrogé, mis de côté, car Mograbi a déjà tout fait. Pratiquer la thérapie choc, discuter avec les soldats à leurs postes: « Vous êtes mon armée… » Montrez-moi donc l'ordre qui vous demande de faire attendre des gamins des heures sous un soleil de plomb au lieu de leur ouvrir la grille pour qu'ils puissent rentrer chez eux?

À toutes les frontières, dans tous les points stratégiques où il y aurait une possibilité de changer quelque chose, de faire interruption dans le tout répressif qui est entré dans les mœurs de Tsahal et dans le mental de ses soldats, Avi Mograbi a déjà traîné ses savates, a trouvé une ambulance pour une femme en train d'accoucher, bloquée à un passage infranchissable malgré le laissez-passer en bonne et due forme. Il est professeur d'histoire, analyste des traumas subis des deux côtés, infatigable témoin de la patience de ses amis palestiniens qui n'en peuvent plus et qu'il écoute au téléphone quand la liaison s'établit. Mais sur le fond il improvise toujours comme dans Z32 : chanter la détresse devient un moyen artistique surprenant et convaincant pour voir les choses autrement.

Une tragédie humaine est reconstituée sous nos yeux: « On ne badine pas avec l'amour » pourrait en être le titre tout comme le cafard après le combat, les regrets et la souffrance car le tout était juste une expédition de représailles, ce n'était pas un combat, ce n'était rien. Un jeune à qui l'on a bourré le crâne pour partir au signal donné, prêt à tuer. Avi Mograbi devient donc lui-même chœur antique. Il chante la tragédie d'un homme, d'un homme jeune, d'un soldat de Tsahal, excité comme une puce à aller enfin au combat, éprouvant du plaisir à tuer et quémandant le pardon quand il réalise qu'il a provoqué la mort d'un innocent qui n'était même pas armé.

Deux moments majeurs caractérisent le film: la discussion du soldat avec son amie qui le met en face de ses responsabilités. Le réalisateur dans sa salle de séjour essaie d'imaginer ce qu'on ressent quand on a le visage masqué. Il revêt le bas du terroriste, il coupe des ronds pour les yeux, un trou pour la bouche et pratique une autre ouverture pour le nez.

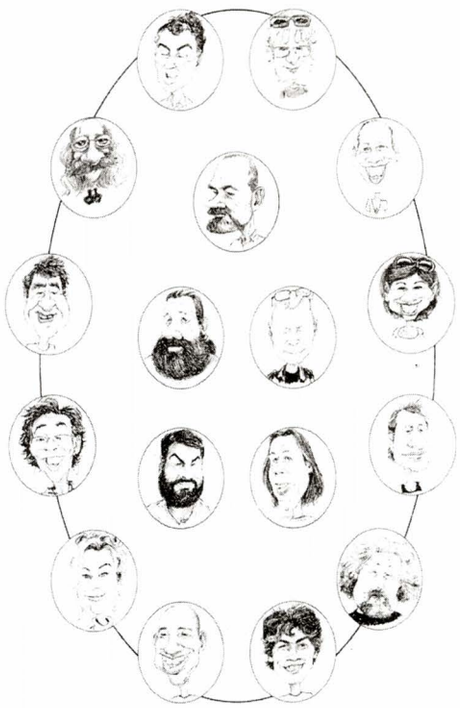
Deux hommes dans un pas de deux décalé, leur exigence les pousse l'un vers l'autre. Mograbi se trouve involontairement dans la position du pater familias ou dans celle du juge de l'action commise par un jeune qui pourrait être son fils.

Sa caméra plantée dans sa salle de séjour avec un de ses fils sollicité pour le piano, avec sa femme qui ne veut pas collaborer pour chanter un « assassin » et ses hauts faits. Elle passe sans s'arrêter, elle dit non à son film qu'elle désapprouve. Mograbi a réussi malgré tout cela ou grâce à tout cela un film miraculeux qui ne tient qu'à la force de son argumentation toujours mise à distance: les visages des témoins sont floutés jusqu'à ce que le jeune assume de dire: c'était là où c'est arrivé, c'est là où j'ai tué.

De façon ironique, on pourrait invoquer l'œuvre d'art total, quand tous les autres arts contribuent à la réussite d'une réalisation, ici la musique, le texte, le chant parlé, l'orchestre, les instruments de musique, la photographie et le cadre constituent ce film qui ne ressemble à rien de connu.

**Heike Hurst**

# Meurtres en série chez les anarchistes



**Avec son dernier livre,** *Meurtres exquis à la librairie du Monde libertaire*, Jean-Marc Raynaud signe un polar étonnant. Une histoire où les services secrets de la Fédération anarchiste se montrent bien plus efficaces que la maison Poulaga…

Quand il n'écrit pas de lettre ouverte aux maîtres du monde, quand il n'héberge pas de terroriste de trois ans, quand il ne lance pas un pertinent appel à l'unité aux anars de tout poil, quand il ne parle pas de l'école libertaire Bonaventure qui a poussé au fond de son jardin, quand il n'est pas pendu au téléphone pour faire tourner les Éditions libertaires (80 titres au catalogue), quand il n'aligne pas des kilos de moules sur une planche pour une églade fraternelle, quand il ne promène pas la fidèle Bouillotte sur la plage de Chaucre, quand il ne s'amuse pas à nous faire peur avec ses vieilles artères, Jean-Marc Raynaud passe de belles heures à écrire des livres.

Dans les années 80, Manuel Vasquez Montalban avait plongé le détective barcelonais Pepe Carvalho dans les entrailles du PCE pour son roman *Meurtre au comité central*. Changement de latitude avec *Meurtres exquis à la librairie du Monde libertaire*. Jean-Marc Raynaud vient en effet de lancer Ed Merlieux et Ted Chaucre, deux détectives des services secrets de la Fédération anarchiste, sur trois meurtres survenus à la librairie du *Monde libertaire* (hebdo de la Fédération anarchiste).

Comme dirait quelqu'un que je connais bien, c'est peu dire qu'il y avait un sacré bazar chez les zanars ce fameux 27 septembre 2008 vers 17 heures. À vue de nez, tout devait bien se dérouler pendant la rencontre organisée avec l'auteur du livre *les Égorgeurs*, un document redoutable sur la guerre d'Algérie publié en 1961 et aussitôt interdit. Benoist Rey, 70 ans, 1,93 mètre, 130 kg boubou compris, était attendu pour présenter un coffret réunissant *Les Égorgeurs*, *Les Trous de mémoire* 1 & 2 et son dernier volume, *Mieux vaut boire du rouge que de broyer du noir*, un recueil de recettes de cuisine et de bonnes adresses pinardières. La révolution sera festive ou ne sera pas.

C'était sans compter sur une irruption d'événements déroutants et pas très catholiques. Dans la série noire des cadavres exquis, un lieutenant de la division nationale antiterroriste (DNAT) a ouvert le bal en se prenant deux balles en pleine tête. Il avait infiltré la Fédération anarchiste dans l'espoir d'y trouver des gens d'ETA. Au cœur de la mêlée, le général Maxime de Bonnefieu (qui commandait le commando de choc où Benoist Rey était infirmier) s'est écroulé avec la nuque à l'équerre, une de ses spécialités en Algérie. Enfin, l'évêque Eberhardt von Steinberg (aumônier militaire dans la légion Kondor qui avait béni les avions qui ont rasé Guernica) est retrouvé le cœur perforé par une baleine de parapluie dans les chiottes (fermées de l'intérieur) de la librairie fréquentée par une foule d'habitués, dont Jacques Tardi et Michel Ragon.

Fichue mélasse pour les flics qui passent sur le gril une belle brochette de militants et militantes anars présumés coupables. C'est dans l'air de tous les temps. Un méli-mélo qui conduit illico presto la sinistre de l'Intérieur à envisager la dissolution de la Fédération anarchiste pour conjurer le spectre d'un complot anarcho-autonome. Air connu. Admettons qu'il n'est pas facile de trouver un semblant de logique dans ces trois affaires embrouillées qui alignent trois des cibles favorites des anars : les flics, les militaires et les curés. Les anars seraient-ils assez cons pour commettre des crimes dans leurs propres locaux ? L'enquête est confiée à deux femmes qui pataugent lamentablement bien que pas nées de la dernière pluie de chevrotine. La commissaire a été sympathisante de l'Organisation communiste libertaire lorsqu'elle étudiait le droit à Toulouse. Quant à la juge, elle a su manier le cocktail Molotov avec la Ligue communiste, ancêtre de la LCR, au début des années 70.

Ne voulant pas attendre niaisement que la foudre leur tombe dessus, les anars s'organisent. Après un meeting unitaire houleux, les services secrets de la FA sont mis sur le coup pour sortir de taule au plus vite les camarades placés en garde à vue. Nous sommes en mesure de révéler ici que, grâce à saint Bakounine et à quelques méthodes expéditives, les trois dossiers n'alimenteront pas les prochains épisodes de *Cold Case*. Mais que l'on ne compte pas sur nous pour dénoncer les coupables (même si aucun n'est anarchiste). Disons seulement qu'il faut toujours se méfier des apparences… et parfois de ses amis.

Avec humour, Jean-Marc Raynaud en profite pour nous immerger dans l'univers anarchiste, son histoire, ses querelles fratricides (les entourloupes d'un quarteron de « cosaques marxistes libertaires » ne sont pas digérées), ses lieux, ses personnages. Ce roman à clef met en scène des doubles de personnes réelles. Cent cinquante sont citées, avec ou sans pseudo transparent. Pour faciliter le décodage de cette private joke, une vingtaine de caricatures dessinées par Jean-Charles Vincent ponctuent les pages. Les intéressés apprécieront, mais, que l'on se rassure, nul besoin d'avoir des décennies de cotisations à la Fédération anarchiste derrière soi pour déguster ce polar croustillant comme un pavé à la sauce oléronaise.

**Paco**

---

Jean-Marc Raynaud, *Meurtres exquis à la librairie du Monde libertaire*, Éditions libertaires, 98 pages. 10 euros. En vente aussi à la même librairie.

# Radio libertaire

## Émission spéciale crise, antenne ouverte aux auditeurs

**Vous ne comprenez** rien à la crise ? Vous vous demandez pourquoi et comment elle a pu survenir ? Vous vous interrogez sur ses causes profondes ? Vous êtes sceptique devant les réponses successives apportées par les différents gouvernements au plan mondial ? Vous vous doutez que les solutions de Sarkozy ne sont que du vent ? Vous vous demandez comment tout cela va tourner ? Comment les anarchistes peuvent se positionner par rapport à ce qui se passe mais aussi par rapport aux autres mouvements contestataires ? N'y a-t-il que les marxistes et les spécialistes bourgeois pour parler d'économie concrète ? Le mouvement libertaire a-t-il des solutions alternatives à opposer aussi bien à la gauche molle qu'à la droite dure ? Si vous vous posez toutes ces questions et d'autres encore alors n'hésitez pas à nous rejoindre mardi 17 mars 2009 à partir de 20 heures sur Radio libertaire 89.4, nous répondrons à toutes vos questions aussi bien sur les causes de la crise, sur son étendue et sur les solutions que nous, anarchistes, pouvons lui apporter. Comprendre, réfléchir, s'organiser ou subir : il faut choisir !

Une émission préparée avec Alex de l'émission «Les Mangeux de terre», Philippe et Michael Paraire de la «Bibliothèque anarchiste» et René Berthier.

# Un nouvel espace anarchiste à Paris...

**Depuis des années**, les militantes et militants de la Fédération anarchiste, aidés par une multitude de sympathisants et sympathisantes, ont développé des outils au service de l'idéal anarchiste...

En 1977. ce fut notre journal, *Le Monde libertaire*, qui devint hebdomadaire et en 1981, la librairie du Monde libertaire (Publico), entrait dans ses murs au 145 de la rue Amelot. En 1998, Radio libertaire quittait une location à Montmartre pour un nouveau studio en propriété. Et finalement, en 2001, achat d'un local pour *le Monde libertaire*.

Aujourd'hui, l'occasion nous est donnée d'agrandir l'espace militant parisien en nous portant acquéreur d'un local d'environ 140 m² qui se trouve à côté de la libraire, au 143, rue Amelot. Cet espace permettrait la tenue de réunions publiques telles qu'une Université populaire libertaire, un ciné-club, des cycles de formation anarchiste, des débats, des rencontres avec des auteur-e-s, des expositions d'Art...

C'est dans cette perspective, qui pourrait se concrétiser au mois de juin. que nous lançons dès à présent une souscription sous deux formes :

- des dons, par chèques, qui serviront au financement de rapport en numéraire,
- des prélèvements qui permettront de rembourser un prêt que le Crédit Coopératif est disposé à nous accorder.

La décision de réaliser cet achat sera prise par notre Congrès fédéral de fin mai 2009 en fonction de tous les engagements financiers reçus. Les chèques et avis de prélèvements reçus ne seront pas mis en circulation avant juin 2009.

**Relations intérieures de la FA,**
**Administration Publico**

**JE SOUTIENS !**

N° NATIONALE EMETTEUR
N° 47 75 73

**AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENTS**

ORGANISME CREANCIER
PUBLICO - LOCAUX
145 rue Amelot 75011 - Paris

J'autorise l'etablissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prelèvements en soutien à la creation d'un espace anarchiste à Paris. Je pourrai suspendre à tout moment mon ordre de prelèvement.

○ - 20€ par mois
○ - € par mois (plus ou moins...)

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

NOM Prénom
Adresse
Code postal Localité
Courriel

Date
Signature obligatoire

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU CC
*(votre banque, CCP ou Caisse d'épargne*

NOM
Adresse
Code postal Localité

IMPORTANT : merci de joindre un releve d'identite bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chequier.

Désignation du compte à débiter — code établis. guichet n° de compte clé RIB

**Bulletin à renvoyer à Publico, 145 rue Amelot - 75011 Paris - France**

Affiche disponible à la librairie du *Monde libertaire*.


## Abonnez-vous !

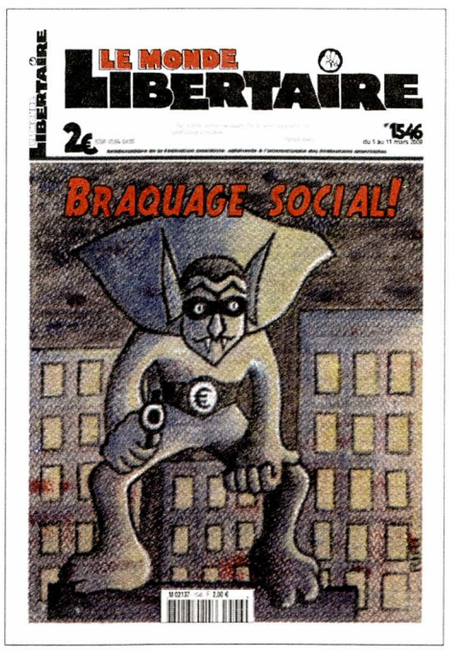
**On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :**

**www.librairie-publico.com**

**Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf**
**Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site**

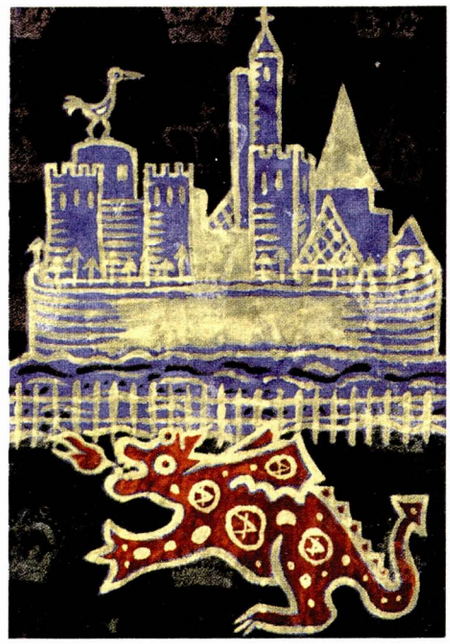
**www.trouverlapresse.com**

**un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.**


# OTAN

## Et le contre-sommet ?



**La mobilisation** a commencé dès l'été 2008 du côté allemand du Rhin avec le collectif Résistance des deux rives. En septembre, à l'appel du groupe Fédération anarchiste de Strasbourg, une coordination anti-OTAN a été créée. Elle regroupe aujourd'hui 16 organisations et de nombreux individus. Le cercle politique est assez large puisqu'on y trouve : des organisations libertaires comme la FA, No Pasaran, AL ; des syndicats (CNT et SUD-Éducation) ; des organisations communistes comme le Cercle communiste d'Alsace ; des organisations issues de l'immigration (notamment la Confédération des travailleurs de Turquie en Europe), ou d'autres encore comme l'Union juive française pour la paix ou la Gauche alternative. De leur côté les organisations politiques institutionnelles, avec notamment le NPA, le PC, les Verts, Attac, se sont regroupées dans un « collectif anti-OTAN ».

Au fil des jours, des négociations, en vue de l'organisation du contre-sommet, se sont mises en place, d'abord chacune de son côté puis ensemble. Plus le sommet approche et plus les contacts sont étroits entre la coordination, le collectif et Résistance des deux rives

Aujourd'hui, quelle est la situation ?

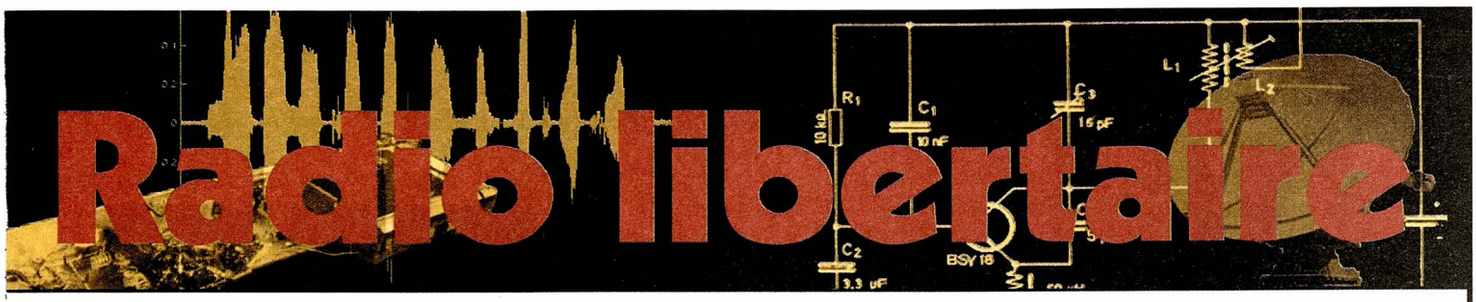
Lors d'une réunion fin janvier 2009, l'idée de mettre en place un camp sur la rive allemande du fleuve a été abandonnée. L'exigence que la frontière reste ouverte afin que tous les participants au contre-sommet puissent se rendre à Strasbourg a été exprimée de manière forte. Il est à noter que, pendant la durée du sommet, l'espace Schengen sera suspendu avec pour conséquence la possibilité de fermeture des frontières et la mise en place de contrôles. Un village autogéré sera donc mis en place au sud de Strasbourg, à la Ganzau, pouvant accueillir jusqu'à 10 000 personnes. Les négociations en cours à ce sujet devraient aboutir rapidement. Par contre, le parcours de la manifestation officielle prête pour le moins à discussion. Les « autorités » ne cachent pas leurs préférences insistantes pour une traversée des zones industrielles strasbourgeoises, bien évidemment désertes ce jour-là. Les organisateurs quant à eux, insistent pour passer en ville avant d'arriver au pont de l'Europe où les manifestants rencontreraient la marche antinucléaire traditionnelle allemande plus connue sous le nom de « Ostermarsch, Marche de Pâques. »

Strasbourg du 1er au 5 avril, ville assiégée. Le précédent de Saint-Lô, où préfet et directeur de la police avaient été éjectés par le pouvoir, joint à la présence de M. Yesican, a créé une psychose sécuritaire démesurée. La population vivant dans un périmètre dont personne ne connaît le pourtour doit se munir de badges, laissez-passer et papiers d'identité valides, mais cela ne suffit pas. Le journal local a parlé samedi dernier de l'achat de 50 000 barrières métalliques qui permettraient de clôturer un carré de 30 km sur 30 km, bien supérieur à la surface de l'agglomération. À ces mesures « protectrices » s'ajouteront 20 chevaux, qui risquent de ne pas être seulement pour la parade, accompagnés de plusieurs compagnies départementales d'intervention, d'éléments de la BAC en plus des habituels CRS et gardes mobiles.

**Le groupe de Strasbourg**

Son site : http://fastrasbg.lautre.net/

La liaison Corrèze s'est muée en groupe José-Fortuny. Un appel vibrant est lancé dans le département à tous les sympathisants en vue de le rejoindre. Contact temporaire : Librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75 011 Paris.




## Jeudi 12 mars

Jus de rue (08 h 30) La parole aux gens de la rue. Revue de presse et micro trottoir.

Chronique hebdo (10 heures) Commentaire de l'actualité en direct chaque semaine.

De rimes et de notes (12 heures) Actualité de la chanson et du spectacle.

Petites annonces d'entraide (16 h 30).

Les enfants de Stonewall « Affinités électives » (19 h 30) Actualités gay et lesbienne.

## Vendredi 13 mars

Petits matins pour le grand soir (08 h 30) Textes militants lus et commentés pour affronter le monde d'aujourd'hui.

L'écho des cabanes (11 heures) Actualités des familles de détenus.

Radio espéranto (17 h 30) Émission de l'association SAT-Amikaro, pour la défense et la promotion de la langue Espéranto.

L'invité du vendredi « L'antenne du social » (19 heures) Travailleurs sociaux et professionnels du monde social.

La grenouille noire (21 heures) Écologie libertaire L'émission sera consacrée aux biffins. Invités : des biffins et Guyom Touseul (chanteur).

## Samedi 14 mars

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures) Pamphlet contre l'Église avec Maurice Maschino, écrivain et philosophe qui vient nous parler de « La République des bigots ».

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales avec Siné et quelques amis de *Siné Hebdo*.

Chroniques rebelles (13 h 30) « Souriez, vous êtes mortels », par la compagnie La Balancelle et Jean Guidoni, pour sa tournée *Jacques Prévert*, concerts et nouvel album.

Deux sous de scène (15 h 30) Magazine de la chanson vivante.

Les passagers de la nuit (19 heures) Actualités du Septième Art.

Orpheas antissa, les jardins d'Orphée (21 heures) Émission spéciale : L'équipe « Jazz de combat ».

Nuits off (23 heures) Émission spéciale (suite) Nuit d'Afrique, musique et géopolitique.

## Dimanche 15 mars

Ni maître, ni dieu (10 heures) Pensée libre.

Folk à lier (12 heures) Musiques traditionnelles Présentation des rencontres de diato de Nanterre.

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30) Actus du cannabis !

## Lundi 16 mars

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Les partageux de la Commune (13 heures) Commune de Paris.

La santé dans tous ses états (18 heures) Actualités santé et politique.

Ca urge au bout de la scène (21 heures) Actualité de la chanson.

## Mardi 17 mars

Le Parisien libertaire (8 heures) Retour non-exhaustif et militant sur l'actualité parisienne.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme. Textes historiques et actuels.

Un peu d'air frais (16 heures) L'écologie au quotidien. Nouvelle émission !

Idéaux et débats (18 heures) Les Fatals Picards en direct, à l'occasion de la sortie de leur dernier album *Le sens de la gravité* (Warner Music), Christophe Dufossé, pour son dernier roman *L'assassinat* (Buchet-Chastel) et Abdelkader Djemai pour son livre *Un moment d'oubli* (Seuil).

Paroles d'associations (19 h 30) Magazine de la vie associative et culturelle (non communiqué).

Radio Libertaria (20 h 30) Émission spéciale Antenne ouverte.

Muzar (22 h 30) Actualités de l'art contemporain.

## Mercredi 18 mars

La bibliothèque anarchiste (8 heures) Lecture de textes militants.

Blues en liberté (10 h 30) L'un des Cherokees du blues : Lowell Fulson.

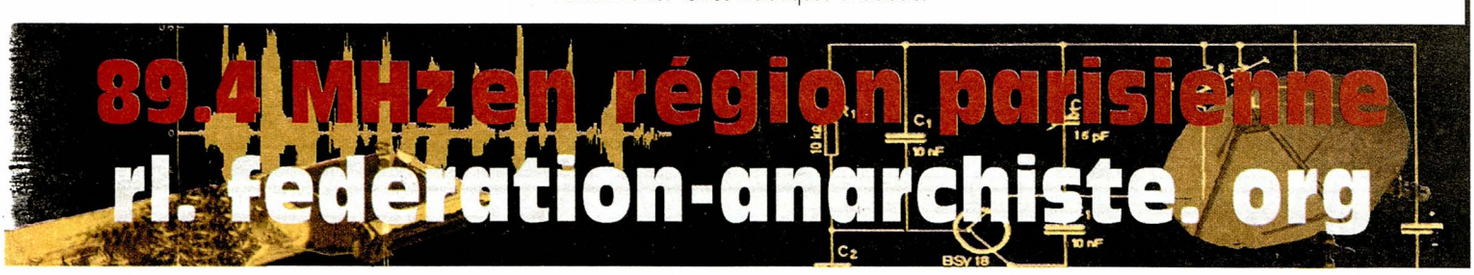
Sans toit ni loi (12 heures) Les mal-logés et la précarité.

Le manège (14 heures) Actus littérature et Cinéma.

Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent Avec Michaël Paraire, à propos de Louise Michel.

Ras les murs (20 h 30) Actualités des luttes des prisonniers : Pierre Cordelier du Réseau Éducation sans frontière viendra nous faire le point sur la situations des enfants sans-papiers.

Les Rendez-Vous Soniques (00 h 30) Le magazine libertaire du rock.



## Jeudi 12 mars

### Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Le capitalisme nous fait sa crise: Présentation de Gilbert Raccard Entrée libre. Bourse du Travail de Saint-Denis, Métro ligne 13, porte de Paris, ou RER D.

## Vendredi 13 mars

### Ivry (94)

20h30. « Mémoires en rouge et noir – Espagne 1936-1939 ». Christiane Courvoisier, accompagnée par Michel Glasko à l'accordéon. Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, métro Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry, tramway Porte-d'Ivry. 0146726468.

### Châlons-en-Champagne (51)

20 heures. La liaison de la ville organise une réunion publique sur « La crise économique: analyse et propositions libertaires », avec Jean-Marc Raynaud de la Fédération anarchiste, alias Ted Chaucre. 7, rue du Lycée, salle de Malte. Entrée libre.

## Samedi 14 mars

### Besançon (25)

18 heures. Rencontre signature avec Bettina Egger autour de sa BD, *Contes à rebours*, qui a pour toile de fond Besançon. À la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

### Bordeaux (33)

16 heures. Débat sur le thème de l'influence de l'église et du cléricalisme sur le mouvement ouvrier et les organisations syndicales, avec Marc Prevôtel. Athenee libertaire, 7, rue du Muguet.

### Paris XVIIIe

15h30: « Les femmes au cœur de la mondialisation ». (voir article page 17) à la Bibliothèque La Rue, 10, rue Robert Planquette. (métro Blanche ou Abbesses). Tél: 0142233218. bibliotheque-larue.over-blog.com

### Paris XIe

16h30. *Les Briseurs de formules*. Forum avec Caroline Granier autour des écrivains anarchistes au XIXe siècle, à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° République, Oberkamf ou Filles-du-Calvaire.

### Laon (02)

20h30. Rue du Bourg, Le groupe Kropotkine de la FA organise une réunion publique sur « La crise économique: analyse et propositions libertaires », avec Jean-Marc Raynaud de la Fédération anarchiste. Maison des associations. Table de presse Entrée libre

### Marseille 1er

17 heures. Causerie autour de *L'abrégé du capital de Karl Marx* par Carlo Cafiero animée par Anatole Istria au CIRA de Marseille 3, rue Saint-Dominique.

### Nîmes (30)

14 heures. Débat-projection de diapositives Anti-OTAN au centre Pablo Neruda, dans la salle de réunion n° 2, 2e étage, organisé par le SCALP No Pasaran, le groupe Gard-Vaucluse de la Fédération anarchiste et la CNT.

## Dimanche 15 mars

### Reims (51)

15 heures, la librairie Le Cri du Peuple reçoit Jean-Marc Raynaud de la Fédération anarchiste sur « La crise économique: analyse et propositions libertaires » 67, avenue Jean-Jaurès.

## Mardi 17 mars

### Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Syndicalisme d'hier (et d'aujourd'hui): Anarchisme et mouvement ouvrier. Présentation de Hugues Lenoir, professeur-chercheur en sciences sociales à l'Université Paris X. Entrée libre. Bourse du Travail de Saint-Denis, Métro ligne 13, porte de Paris, ou RER D. Site: dionyversite.org/

## Jeudi 19 mars

### Merlieux (02)

De 18 à 21 heures, la Bibliothèque sociale, animée par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste reçoit Christian Jacquiau, auteur de *Les coulisses de la grande distribution* (Albin Michel, 2000), et de *Les coulisses du commerce équitable* (1001 nuits, 2008). Table de presse. Entrée libre. Athénée Libertaire. 8, rue de Fouquerolles.

## Vendredi 20 mars

### Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Le capitalisme nous fait sa crise: Les mécanismes de la crise financière. Présentation de Gilbert Ricard ancien professeur d'économie. Entrée libre. Bourse du Travail de Saint-Denis, Métro ligne 13, porte de Paris, ou RER D. Site: dionyversite.org/

## Samedi 21 mars

### Paris XIe

16h30. 1998-2008: *une décennie de luttes sociales*. Forum avec l'auteur Patrick Schindler à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° République, Oberkamf ou Filles-du-Calvaire.

## Mardi 24 mars

### Rennes (35)

20 heures Pour sortir de la Crise sortons du capitalisme et de l'État Réunion publique. Maison de Quartier de Villejean, 2 rue de bourgogne, Metro Villejean, Université ou Kennedy. Tél. 0299679287, contact@farennes.org

## Vendredi 27 Mars

### Paris XVIIIe

19h30 Conférence débat « Gestion directe » avec René Berthier et Thierry Porré, organisé par le groupe libertaire Louise-Michel de la Fédération anarchiste au local La Rue, 10 rue Robert Planquette, M° Blanche et Abbesses.

# DES LIBERTAIRES?

WALLY GROSEILLE
monmartro-catalan
Baron anarcho

CHRISTOPHE HAIMELLE
monmartro-routard
50 redacteurs

NINON MEYMAIR
Bellevilo-bretone
5 patrons de presse

TED CHAUCRE
pantouflo-chaucrain
2 colleges exploses

PHILIPPE RONDIN
radio -très- amateur
1 Curé, 1Rabin, 1Imam

LAURENT VALOMBREUSE
couverture officielle
du réseau terroriste

BENOIST REY
infirmier
1 livre anti-militariste

ED MERLIEUX
chef de bande
1 conseiller général
1 hôpital
1 maire
1 préfet

PAT O'NEILL
a éxécuté Zavier d'HOR

CLYDE LLUIS-MITCHELL
pedago-frenetiste
1 juge anti-terroristre
20 inspecteurs d'académie

# L'ANARCHIE!
# PAR L'ARMÉE DU CRIME

30.000-5-2-1968 V.I. 1091